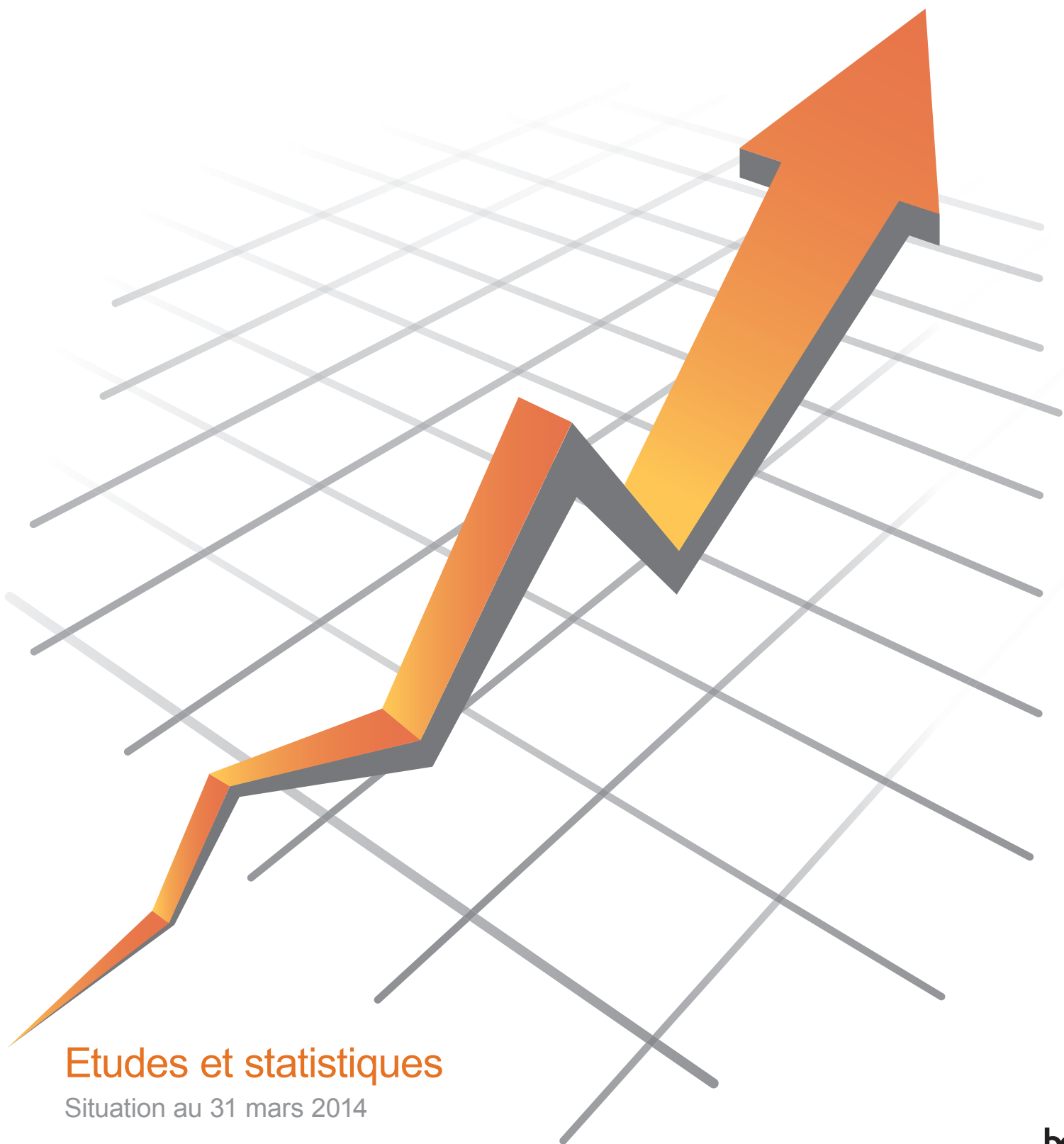


# Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 31 mars 2014

## Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage complet indemnisé au sens large
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site ([www.onem.be](http://www.onem.be)) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

## **Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 31 mars 2014**

### Table des matières :

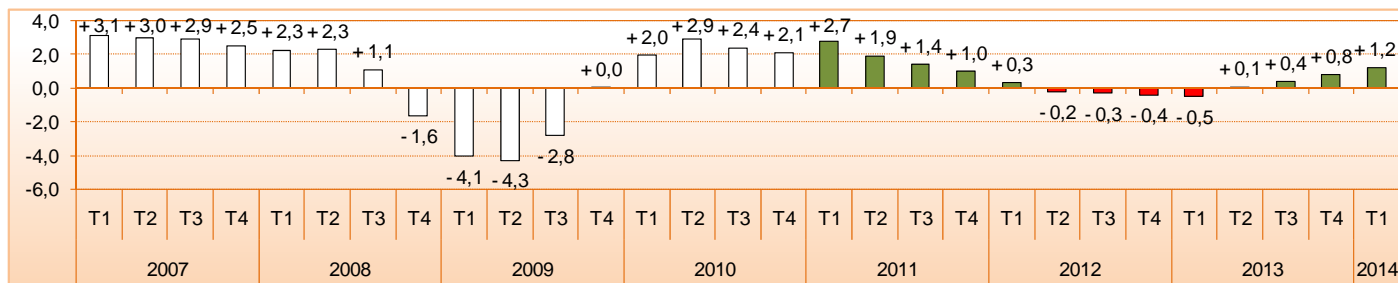
1	Evolution de la conjoncture .....	3
1.1	PIB .....	3
1.2	Baromètre de la conjoncture .....	4
1.3	Offres d'emploi .....	5
1.4	Emploi structurel dans les PME belges .....	7
1.5	Intérim.....	8
2	Evolution des chômeurs temporaires.....	10
2.1	En unités physiques.....	10
2.2	En unités budgétaires .....	12
2.3	Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés) .....	14
2.4	Dont suspension employés .....	15
2.5	Evolution du chômage temporaire par branche d'activité.....	16
3	Evolution des créations et des disparitions d'entreprises .....	17
3.1	Evolution des faillites .....	17
3.2	Evolution des licenciements collectifs .....	21
3.3	Evolution des créations d'entreprises.....	23
4	Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) .....	24
4.1	Par région.....	24
4.2	Par sexe .....	26
4.3	Par classe d'âge.....	28
4.4	Par base d'admission .....	30
4.5	Par durée de chômage .....	32
4.6	Par catégorie familiale .....	34
5	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés .....	36
5.1	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise .....	38
5.2	Evolution des chômeurs âgés dispensés.....	39
6	Mesures fédérales pour l'emploi .....	40
6.1	Primes de crise et allocations de licenciement.....	40
6.2	Evolution des autres mesures d'activation .....	41
6.3	Titres-services .....	43
7	Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps .....	44
8	Evolution des 3 groupes d'allocataires .....	46
9	Comparaison internationale .....	47
9.1	Taux de chômage .....	47
9.2	Evolution de l'emploi .....	48
10	Evolution sur 10 ans.....	49
10.1	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi.....	49
10.2	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise .....	50
10.3	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise .....	51
10.4	Les chômeurs temporaires.....	51
10.5	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés .....	52

# 1 Evolution de la conjoncture

## 1.1 PIB

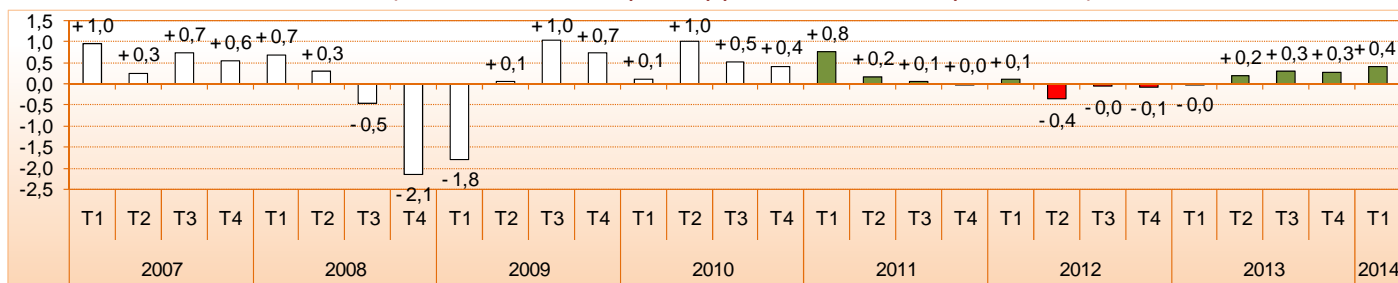
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2011 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011 et jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le PIB progresse encore toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2). Ensuite, la conjoncture connaît une période de croissance légèrement négative qui a perduré jusques et y compris durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

A partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le PIB renoue progressivement avec une timide croissance qui en T4 2013 et certainement en T1 2014 devient plus forte. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, la croissance du PIB est de 1,2 % sur base annuelle ; ce pourcentage est le plus élevé en 2,5 ans.

Tableau 1

Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 *		2015 *	
PIB	361 250	364 805	354 593	362 830	369 268	368 758	369 616	373 183	373 921	377 661	380 651
Evolution	+2,9 %	+1,0 %	-2,8 %	+2,3 %	+1,8 %	-0,1 %	+0,0 %	+1,2 %	+1,4 %	+1,2 %	+1,8 %

\* Prévisions

Les prévisions les plus récentes<sup>1</sup> font état d'une évolution du PIB comprise entre +1,2 % et +1,4 % pour l'année 2014 et entre +1,2 % et +1,8 % pour l'année 2015.

<sup>1</sup> Bureau fédéral du Plan – Budget économique du 12 février 2014 : +1,2 % pour 2014 et +1,8 % pour 2015

FMI – Perspectives économiques mondiales - avril 2014 : +1,2 % pour 2014 et +1,2 % pour 2015

Belgian Prime News – avril 2014 : +1,30 % pour 2014 et +1,4 % pour 2015

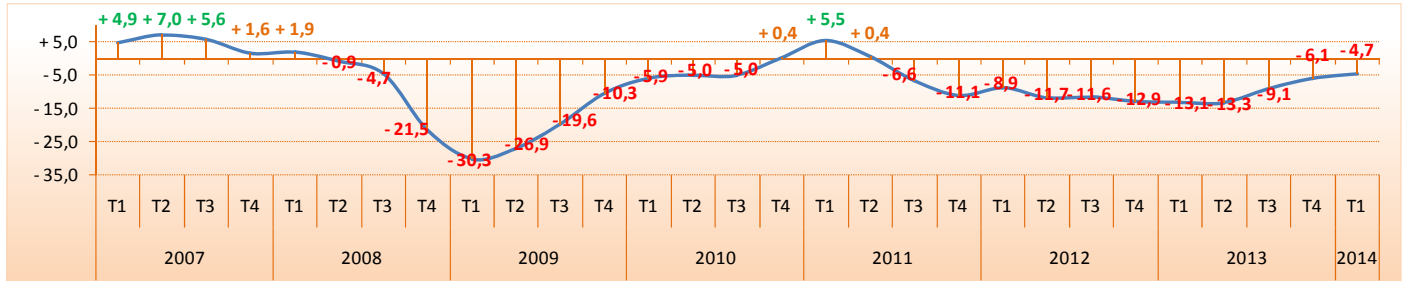
## 1.2

### Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

#### Graphique 3

##### Evolution du baromètre de la conjoncture



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le mois d'août 2013, le baromètre est repassé au-dessus de la barre des - 10 points et à partir de février 2014 même au-dessus des - 5 points. La confiance des entrepreneurs semble donc s'améliorer progressivement.

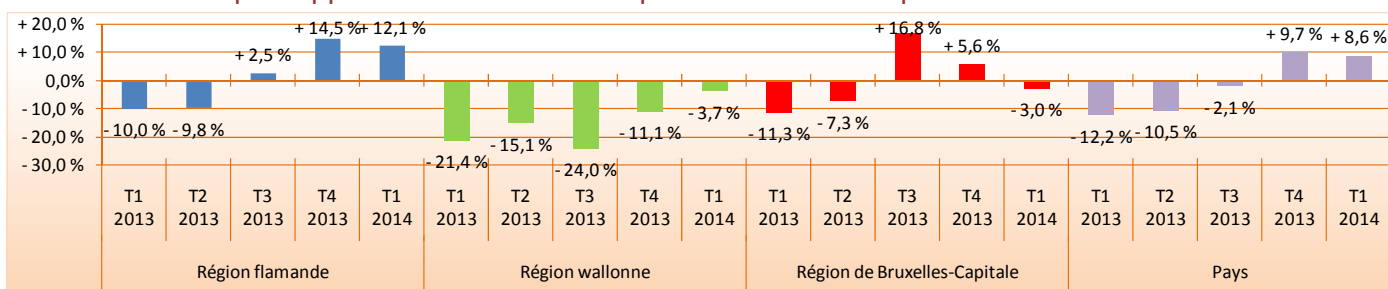
## 1.3 Offres d'emploi

Tableau 2  
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

Année	Trimestre	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Année	Trimestre	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	72 132	18 174	3 392	93 698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73 173	20 240	3 109	96 522		T2	100	100	100	100
	T3	72 024	18 050	3 313	93 387		T3	100	100	100	100
	T4	64 332	17 183	3 315	84 830		T4	100	100	100	100
	Année	281 661	73 647	13 129	368 437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73 365	20 045	3 866	97 276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71 934	18 409	3 859	94 202		T2	98	91	124	98
	T3	66 774	19 385	3 992	90 151		T3	93	107	120	97
	T4	57 049	14 610	3 705	75 364		T4	89	85	112	89
	Année	269 122	72 449	15 422	356 993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60 359	18 879	3 854	83 092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57 971	15 232	3 364	76 567		T2	79	75	108	79
	T3	50 348	16 397	4 448	71 193		T3	70	91	134	76
	T4	48 910	13 142	3 795	65 847		T4	76	76	114	78
	Année	217 588	63 650	15 461	296 699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64 073	18 060	4 348	86 481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67 718	17 487	3 937	89 142		T2	93	86	127	92
	T3	66 333	17 417	4 872	88 622		T3	92	96	147	95
	T4	64 156	15 646	4 209	84 011		T4	100	91	127	99
	Année	262 280	68 610	17 366	348 256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79 939	19 867	4 860	104 666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83 919	19 560	5 213	108 692		T2	115	97	168	113
	T3	76 136	18 572	5 805	100 513		T3	106	103	175	108
	T4	67 429	15 563	5 255	88 247		T4	105	91	159	104
	Année	307 423	73 562	21 133	402 118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74 596	18 644	5 305	98 545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75 647	15 095	4 673	95 415		T2	103	75	150	99
	T3	63 881	17 066	4 271	85 218		T3	89	95	129	91
	T4	61 721	13 455	3 962	79 138		T4	96	78	120	93
	Année	275 845	64 260	18 211	358 316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67 143	14 660	4 706	86 509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68 249	12 819	4 334	85 402		T2	93	63	139	88
	T3	65 448	12 977	4 989	83 414		T3	91	72	151	89
	T4	70 698	11 961	4 184	86 843		T4	110	70	126	102
	Année	271 538	52 417	18 213	342 168		Année	96	71	139	93
2014	T1	75 287	14 111	4 567	93 965	2014	T1	104	78	135	100

### Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail ; pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Flandre et en Wallonie. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le nombre d'offres d'emploi était, pour le pays, en 2011, pour la première fois monté au-dessus du niveau d'avant la crise de 2007. En 2012, le nombre d'offres d'emploi fléchissait à nouveau progressivement (toutes régions confondues : - 10,9 % sur base annuelle).

La diminution de 2012 s'est poursuivie au cours des deux premiers trimestres de 2013. En Wallonie, cette diminution s'est encore retrouvée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 (- 24,0 %) alors qu'en Régions Flamande et de Bruxelles-Capitale, nous constatons pour la première fois à nouveau une augmentation de respectivement : + 2,5 % et + 16,8 %. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, cette tendance s'est confirmée (+ 14,5 % en Flandre, + 5,6 % à Bruxelles et - 11,1 % en Wallonie).

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le nombre d'offres d'emploi a continué d'augmenter en Flandre (75 287 offres d'emploi ou + 12,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013). En Wallonie et à Bruxelles, on a noté par contre une légère baisse (respectivement - 3,7 % et - 3,0 %). Toutes régions confondues, le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 a bien connu une augmentation tant par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (+ 8,6 %) que par rapport au niveau d'avant la crise (+ 0,3 % comparé à T1 2007).

## 1.4 Emploi structurel dans les PME belges

Tableau 3

Evolution de l'emploi structurel dans les PME belges (en pourcentage par rapport au trimestre précédent ou par rapport à l'année précédente)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	+ 1,0 %	+ 0,3 %	+ 2,0 %	+ 0,9 %
	T2	+ 0,7 %	+ 1,7 %	+ 0,9 %	+ 1,0 %
	T3	+ 1,0 %	+ 0,2 %	+ 0,9 %	+ 0,8 %
	T4	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 1,3 %	+ 0,8 %
	Année	+ 3,4 %	+ 2,9 %	+ 5,1 %	+ 3,5 %
2008	T1	+ 1,1 %	+ 1,2 %	+ 2,0 %	+ 1,2 %
	T2	+ 0,3 %	+ 0,5 %	- 0,2 %	+ 0,3 %
	T3	+ 0,7 %	+ 0,5 %	+ 0,2 %	+ 0,5 %
	T4	- 0,3 %	- 0,1 %	- 0,2 %	- 0,2 %
	Année	+ 1,7 %	+ 2,1 %	+ 1,8 %	+ 1,8 %
2009	T1	- 0,4 %	- 0,9 %	- 0,5 %	- 0,5 %
	T2	+ 0,3 %	- 0,6 %	- 0,2 %	+ 0,0 %
	T3	+ 0,5 %	+ 0,4 %	- 0,4 %	+ 0,4 %
	T4	- 1,0 %	+ 1,0 %	- 1,0 %	- 0,4 %
	Année	- 0,6 %	- 0,1 %	- 2,1 %	- 0,6 %
2010	T1	+ 0,7 %	+ 1,2 %	+ 0,3 %	+ 0,8 %
	T2	+ 0,1 %	+ 0,6 %	- 0,1 %	+ 0,3 %
	T3	+ 0,6 %	+ 1,0 %	+ 0,5 %	+ 0,7 %
	T4	- 0,4 %	+ 1,6 %	+ 0,5 %	+ 0,3 %
	Année	+ 1,0 %	+ 4,3 %	+ 1,3 %	+ 2,0 %
2011	T1	+ 1,0 %	- 0,1 %	+ 1,5 %	+ 0,7 %
	T2	+ 0,3 %	+ 1,4 %	- 0,1 %	+ 0,6 %
	T3	+ 0,8 %	- 0,4 %	+ 0,8 %	+ 0,5 %
	T4	+ 0,0 %	+ 1,0 %	+ 0,9 %	+ 0,4 %
	Année	+ 2,0 %	+ 1,9 %	+ 3,1 %	+ 2,1 %
2012	T1	- 0,1 %	- 1,0 %	+ 1,3 %	- 0,2 %
	T2	- 0,2 %	+ 0,2 %	- 1,0 %	- 0,2 %
	T3	+ 0,3 %	- 1,0 %	- 0,5 %	- 0,2 %
	T4	- 0,3 %	+ 0,0 %	+ 0,1 %	- 0,1 %
	Année	- 0,3 %	- 1,7 %	- 0,1 %	- 0,7 %
2013	T1	- 0,2 %	- 1,1 %	+ 0,1 %	- 0,4 %
	T2	- 0,2 %	- 0,4 %	- 0,2 %	- 0,2 %
	T3	+ 0,7 %	+ 0,1 %	- 0,2 %	+ 0,4 %
	T4	- 0,3 %	- 1,1 %	- 0,3 %	- 0,5 %
	Année	+ 0,1 %	- 2,4 %	- 0,5 %	- 0,7 %

Source : SD Worx

L'emploi structurel<sup>2</sup> dans les entreprises occupant moins de 100 personnes s'est rétabli en 2010 et 2011 après avoir connu une légère baisse pendant la crise en 2009. En 2012, nouvelle contraction de l'emploi dans les PME belges (- 0,7 % sur une base annuelle). Cette baisse a continué jusques et y compris le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, l'emploi dans les PME repart de nouveau à la hausse (+ 0,4 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013). Cette hausse a semblé de courte durée car pour le dernier trimestre de 2013, on a noté une diminution de 0,5 %. Aussi sur une base annuelle, l'emploi dans les PME a reculé en 2013 (- 0,7 % par rapport à 2012).

<sup>2</sup> L'emploi structurel ne comprend pas les emplois temporaires tels que l'intérim et les jobs d'étudiants

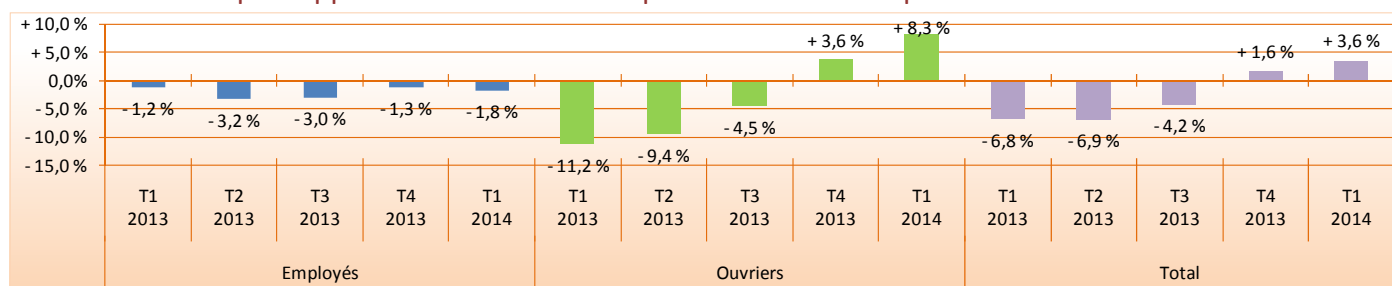


## 1.5 Intérim

Tableau 4  
Evolution de l'intérim par statut

Employés					Ouvriers					Total				
Année	Trimestre	Employés	Ouvriers	Total	Année	Trimestre	Employés	Ouvriers	Total	Année	Trimestre	Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	228 523	412 717	638 684	2007	T1	100	100	100	2007	T1	100	100	100
	T2	237 793	413 503	651 358		T2	100	100	100		T2	100	100	100
	T3	240 019	403 685	644 642		T3	100	100	100		T3	100	100	100
	T4	244 894	396 779	641 597		T4	100	100	100		T4	100	100	100
	Année	237 807	406 671	644 070		Année	100	100	100		Année	100	100	100
2008	T1	254 067	411 397	665 303	2008	T1	111	100	104	2008	T1	111	100	104
	T2	252 350	394 955	647 124		T2	106	96	99		T2	106	96	99
	T3	251 265	365 559	616 956		T3	105	91	96		T3	105	91	96
	T4	239 851	324 686	564 220		T4	98	82	88		T4	98	82	88
	Année	249 383	374 149	623 401		Année	105	92	97		Année	105	92	97
2009	T1	226 516	274 351	502 605	2009	T1	99	66	79	2009	T1	99	66	79
	T2	214 564	255 778	469 372		T2	90	62	72		T2	90	62	72
	T3	207 881	264 435	471 598		T3	87	66	73		T3	87	66	73
	T4	208 795	278 759	487 266		T4	85	70	76		T4	85	70	76
	Année	214 439	268 331	482 710		Année	90	66	75		Année	90	66	75
2010	T1	211 930	289 819	501 589	2010	T1	93	70	79	2010	T1	93	70	79
	T2	217 322	313 740	531 227		T2	91	76	82		T2	91	76	82
	T3	223 321	328 561	552 226		T3	93	81	86		T3	93	81	86
	T4	228 646	341 705	570 946		T4	93	86	89		T4	93	86	89
	Année	220 305	318 456	538 997		Année	93	78	84		Année	93	78	84
2011	T1	232 478	360 225	591 956	2011	T1	102	87	93	2011	T1	102	87	93
	T2	234 572	356 847	591 388		T2	99	86	91		T2	99	86	91
	T3	234 589	345 375	580 226		T3	98	86	90		T3	98	86	90
	T4	232 151	336 934	568 927		T4	95	85	89		T4	95	85	89
	Année	233 448	349 845	583 124		Année	98	86	91		Année	98	86	91
2012	T1	227 758	325 599	552 790	2012	T1	100	79	87	2012	T1	100	79	87
	T2	228 556	319 362	547 516		T2	96	77	84		T2	96	77	84
	T3	226 380	306 849	533 977		T3	94	76	83		T3	94	76	83
	T4	224 180	293 798	517 510		T4	92	74	81		T4	92	74	81
	Année	226 718	311 402	537 948		Année	95	77	84		Année	95	77	84
2013	T1	224 938	289 091	515 297	2013	T1	98	70	81	2013	T1	98	70	81
	T2	221 144	289 184	509 872		T2	93	70	78		T2	93	70	78
	T3	219 533	293 083	511 566		T3	91	73	79		T3	91	73	79
	T4	221 340	304 506	525 995		T4	90	77	82		T4	90	77	82
	Année	221 739	293 966	515 683		Année	93	72	80		Année	93	72	80
2014	T1	220 897	313 003	533 643	2014	T1	97	76	84	2014	T1	97	76	84

Graphique 5  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : FEDERAGON – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la tendance s'est inversée : le nombre d'heures a diminué sur une base annuelle pour les ouvriers. Ce fléchissement s'est accentué durant toute l'année 2012 et a perduré jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Il semble que l'on assiste au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 à un renversement progressif du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim par les ouvriers a augmenté durant ces trimestres de respectivement 3,6 % et 8,3 %. Malgré la légère diminution chez les employés, il en résulte une progression globale du nombre d'heures prestées en intérim (+ 1,6 % en T4 2013 et + 3.6 % en T1 2014). L'augmentation dans le segment des ouvriers indique une amélioration de la conjoncture vu que ce segment est traditionnellement plus sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés. Néanmoins, le nombre d'heures prestées en intérim en T1 2014 est encore assez éloigné du niveau d'avant la crise : 313 003 heures prestées contre 412 717 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 c'est-à-dire 24,2 % de moins.

## 2

# Evolution des chômeurs temporaires

## 2.1

### En unités physiques

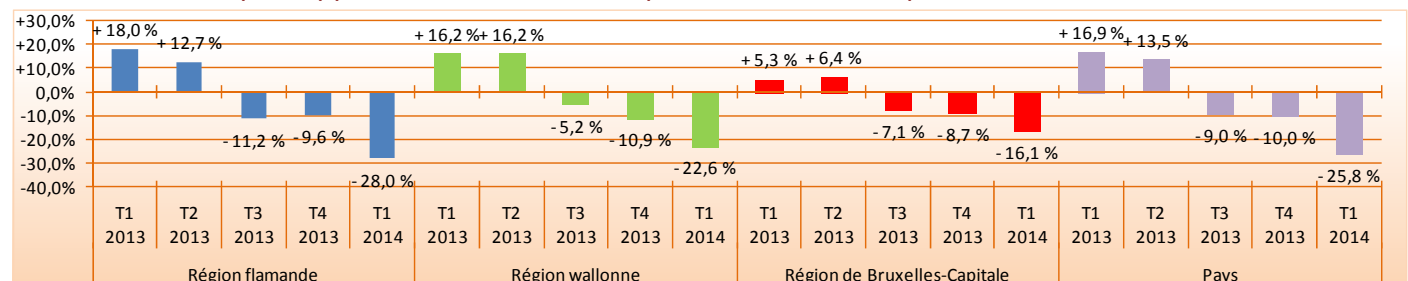
Tableau 5

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le début de l'année 2008, on observe, à chaque fois par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente, une augmentation du chômage temporaire. Cette hausse se marque nettement à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre pour culminer au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a pour conséquence d'augmenter le recours au chômage temporaire pour intempéries.

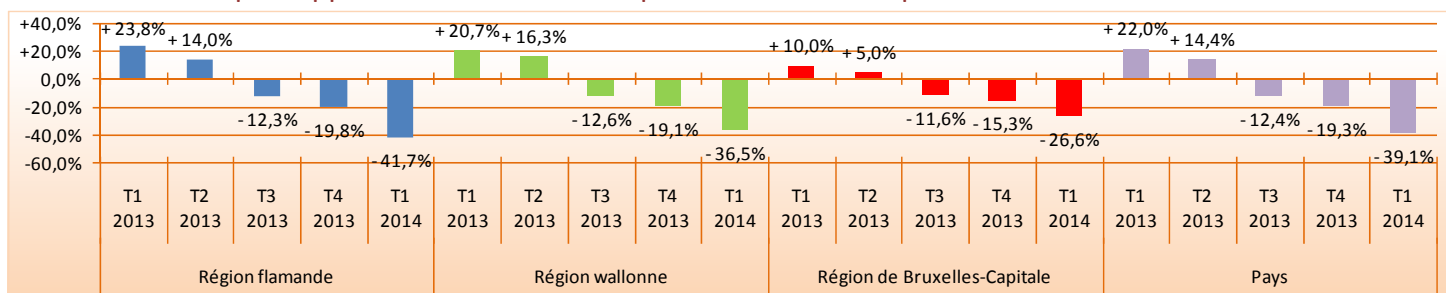
Ensuite, on observe à nouveau une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Ce dernier pourcentage est toutefois plus bas que celui des 2 précédents trimestres et que la moyenne d'augmentation observée en 2012 (+ 15 %). Au 3<sup>ème</sup> et au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse de 9 % du chômage temporaire entre le 3<sup>ème</sup> trimestre de 2012 et le 3<sup>ème</sup> trimestre de 2013 et de 10 % entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 . Cette évolution favorable est toujours de mise durant le 1<sup>er</sup> trimestre de 2014 qui connaît une diminution de 25,8 % par rapport au même trimestre de 2013. Cette baisse importante est essentiellement due à des conditions climatiques particulièrement favorables.

## 2.2 En unités budgétaires

Tableau 6  
Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108

Graphique 7  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

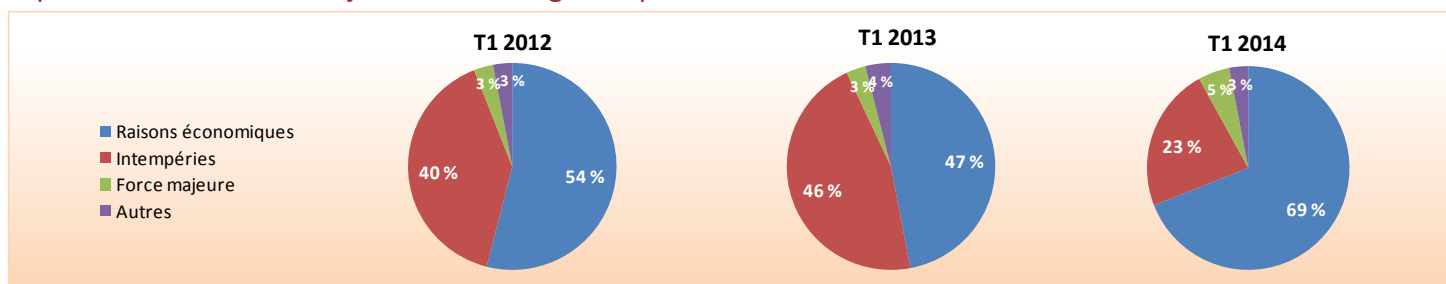
Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques. Dans une moindre mesure, on peut faire la même constatation pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : à un an d'intervalle, + 14,4 % en unités budgétaires et + 13,5 % en unités physiques. Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, la diminution de 12,4 % en unités budgétaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 est encore plus prononcée qu'en unités physiques (- 9 %) ce qui tendrait à confirmer l'effet de l'amélioration de la conjoncture. C'est encore davantage le cas lorsqu'on compare le dernier trimestre de l'année 2013 avec celui de 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 avec le trimestre équivalent de 2013. On note une diminution de 25,8 % en unités physiques et même de 39,1 % en unités budgétaires entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2013. La baisse en unités budgétaires est la plus forte en Région flamande : - 41,7 % contre - 36,5 % en Région wallonne et - 26,6 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

## 2.3

### Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif<sup>4</sup>



Surtout en raison d'une météo particulièrement clémente, on observe entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 un recul de 23 points pourcent du poids du chômage temporaire pour intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire.

Dès lors, le chômage temporaire pour raisons économiques a vu sa part passer de 47 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 à 69 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

Tableau 7

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (1<sup>er</sup> trimestre)

T1	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2011	2 252 603	1 714 381	165 279	146 438	4 278 701
2012	2 530 785	1 857 472	154 034	154 039	4 696 330
2013	2 702 686	2 642 671	158 521	219 164	5 723 042
2014*	2 431 788	796 359	167 041	122 639	3 517 827
Evol. 2013 - 2014	- 10,0 %	- 69,9 %	+ 5,4 %	- 44,0 %	- 38,5 %

Nonobstant l'augmentation de la part du chômage temporaire pour raisons économiques, celui-ci a néanmoins diminué de 10 % si l'on considère le nombre de jours indemnisés pour ce motif durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 par rapport au même trimestre en 2013. Le nombre de jours indemnisés pour motif d'intempéries a, quant à lui, baissé de près de 70 % dans le même intervalle.

<sup>4</sup> Pour T1 2012 et T1 2013, il s'agit de données après vérification tandis que pour T1 2014, il s'agit de données avant vérification.

## 2.4

### Dont suspension employés

Tableau 8

Evolution de la suspension de crise « employés » en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	867	518	41	1 426
	T2	998	556	35	1 588
	T3	898	334	30	1 262
	T4	952	813	20	1 784
	Année	929	555	31	1 515
2013	T1	1 454	827	31	2 312
	T2	1 747	1 106	71	2 924
	T3	1 350	769	64	2 183
	T4	1 098	795	54	1 946
	Année	1 412	874	55	2 341
2014	T1	1 072	744	56	1 872

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire a chuté de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'a pas été prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. On a connu une stabilisation durant les 3 premiers trimestres de 2012 par rapport aux 3 premiers trimestres de 2011. Cette stabilisation ne s'est plus confirmée pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et encore moins pour les 2 premiers trimestres de 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés : + 62 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012, + 83,9 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012. C'est au second trimestre 2013, que le nombre de suspensions de contrats de travail pour employés est le plus élevé : 2 924 suspensions. Au cours des trimestres suivants, on note une baisse progressive du nombre de suspensions : en valeur absolue et en évolution de trimestre à trimestre à un an d'intervalle : + 72,9 % de T3 2012 à T3 2013, + 9,1 % de T4 2012 à T4 2013 et - 19 % de T1 2013 à T1 2014.



## 2.5

### Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 9

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

Secteur	T1 2007		T1 2013		T1 2014		Evol. T1 2007 - T1 2014	Evol. T1 2013 - T1 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	1 249	3,0 %	2 083	2,8 %	1 024	2,2 %	- 18,0 %	- 50,8 %
Extraction de minerais	680	1,6 %	1 189	1,6 %	543	1,2 %	- 20,2 %	- 54,4 %
Industrie	11 487	27,3 %	19 817	26,5 %	12 861	28,2 %	+ 12,0 %	- 35,1 %
dont:								
fabrication de produits non métalliques	295	0,7 %	914	1,2 %	541	1,2 %	+ 83,4 %	- 40,9 %
industrie du verre	143	0,3 %	346	0,5 %	246	0,5 %	+ 71,7 %	- 29,0 %
industrie chimique	505	1,2 %	1 005	1,3 %	624	1,4 %	+ 23,5 %	- 37,9 %
fabrication de produits en métal	260	0,6 %	678	0,9 %	361	0,8 %	+ 38,7 %	- 46,8 %
fabrication de machines/de matériel mécanique	3 673	8,7 %	8 902	11,9 %	5 280	11,6 %	+ 43,8 %	- 40,7 %
construction de machines de bureau	723	1,7 %	1 348	1,8 %	878	1,9 %	+ 21,5 %	- 34,8 %
construction d'automobiles	221	0,5 %	415	0,6 %	194	0,4 %	- 12,6 %	- 53,3 %
fabrication d'instr. de précision/d'optique	4	0,0 %	3	0,0 %	2	0,0 %	- 63,9 %	- 43,4 %
produits alimentaires, industrie des boissons	1 284	3,1 %	1 398	1,9 %	1 302	2,9 %	+ 1,4 %	- 6,9 %
industrie du tabac	19	0,0 %	25	0,0 %	21	0,0 %	+ 7,6 %	- 18,1 %
industrie du textile	1 852	4,4 %	1 728	2,3 %	1 267	2,8 %	- 31,6 %	- 26,7 %
industrie du cuir	55	0,1 %	48	0,1 %	38	0,1 %	- 31,3 %	- 21,6 %
industrie de la chaussure	14	0,0 %	8	0,0 %	6	0,0 %	- 53,1 %	- 17,8 %
industrie de l'habillement	846	2,0 %	744	1,0 %	526	1,2 %	- 37,8 %	- 29,3 %
industrie du bois/fabrication de meubles	840	2,0 %	1 430	1,9 %	904	2,0 %	+ 7,6 %	- 36,8 %
industrie du papier	210	0,5 %	370	0,5 %	302	0,7 %	+ 43,4 %	- 18,4 %
imprimerie/édition	248	0,6 %	314	0,4 %	258	0,6 %	+ 4,0 %	- 17,8 %
industrie du caoutchouc	7	0,0 %	11	0,0 %	7	0,0 %	- 1,6 %	- 34,3 %
fabrication de produits en plastique	1	0,0 %	2	0,0 %	1	0,0 %	- 48,9 %	- 70,8 %
industrie du diamant	262	0,6 %	104	0,1 %	87	0,2 %	- 66,9 %	- 16,3 %
autres industries manufacturières	24	0,1 %	26	0,0 %	18	0,0 %	- 24,4 %	- 28,5 %
Construction	15 465	36,7 %	26 141	34,9 %	13 387	29,4 %	- 13,4 %	- 48,8 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	27	0,1 %	34	0,0 %	24	0,1 %	- 11,4 %	- 28,0 %
Commerce, banques et assurances	1 131	2,7 %	1 619	2,2 %	1 119	2,5 %	- 1,1 %	- 30,9 %
Transports et communications	1 237	2,9 %	2 493	3,3 %	1 595	3,5 %	+ 29,0 %	- 36,0 %
dont:								
dockers	117	0,3 %	206	0,3 %	152	0,3 %	+ 30,3 %	- 26,3 %
Services	8 416	20,0 %	16 522	22,1 %	11 889	26,1 %	+ 41,3 %	- 28,0 %
dont:								
horeca	1 946	4,6 %	2 214	3,0 %	1 677	3,7 %	- 13,8 %	- 24,2 %
réparation de biens de consommation et de véhicules	311	0,7 %	475	0,6 %	359	0,8 %	+ 15,7 %	- 24,4 %
services fournis aux entreprises	1 845	4,4 %	5 071	6,8 %	3 295	7,2 %	+ 78,6 %	- 35,0 %
administration publique générale	320	0,8 %	626	0,8 %	449	1,0 %	+ 40,2 %	- 28,3 %
enseignement	77	0,2 %	124	0,2 %	94	0,2 %	+ 21,7 %	- 24,4 %
santé publique et services vétérinaires	269	0,6 %	245	0,3 %	203	0,4 %	- 24,4 %	- 17,0 %
autres activités de services	186	0,4 %	283	0,4 %	236	0,5 %	+ 26,5 %	- 16,6 %
autres services	3 462	8,2 %	7 484	10,0 %	5 576	12,2 %	+ 61,1 %	- 25,5 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	2 396	5,7 %	4 983	6,7 %	3 168	6,9 %	+ 32,2 %	- 36,4 %
<b>Total</b>	<b>42 089</b>	<b>100 %</b>	<b>74 879</b>	<b>100 %</b>	<b>45 610</b>	<b>100 %</b>	<b>+ 8,4 %</b>	<b>- 39,1 %</b>

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 a connu une diminution de 39,1 %.

La baisse est même de 48,8 % dans le secteur de la construction (sous l'influence aussi des bonnes conditions climatiques).

Une baisse est également observée dans tous les autres secteurs ce qui indique qu'elle n'est pas uniquement imputable aux conditions climatiques favorables. La diminution est de 36 % dans le secteur des transports et de la communication, de 35,1 % dans l'industrie et de 35 % dans celui des services fournis aux entreprises.

# 3

## Evolution des créations et des disparitions d'entreprises

### 3.1

#### Evolution des faillites<sup>5</sup>

##### 3.1.1

##### Avec ou sans personnel

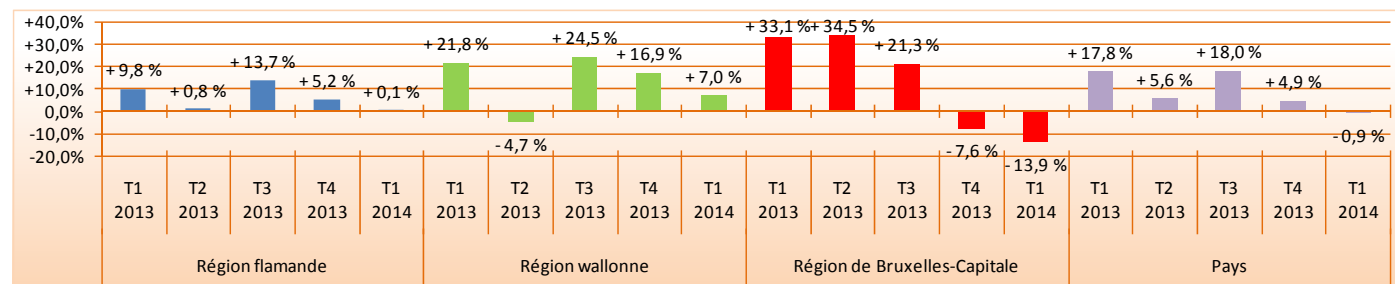
Tableau 10

Evolution du nombre des faillites avec ou sans personnel par région

	Région flamande					Région wallonne					Région de Bruxelles-Capitale				
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			
2007	T1	1 001	547	373	8	1 930	2007	T1	100	100	100	100			
	T2	952	580	416	12	1 962	2007	T2	100	100	100	100			
	T3	727	400	308	2	1 440	2007	T3	100	100	100	100			
	T4	1 003	634	424	17	2 080	2007	T4	100	100	100	100			
	Année	3 683	2 161	1 521	39	7 412	2007	Année	100	100	100	100			
2008	T1	946	588	417	6	1 957	2008	T1	95	107	112	101			
	T2	1 061	658	472	16	2 209	2008	T2	111	113	113	113			
	T3	858	450	446	6	1 765	2008	T3	118	113	145	123			
	T4	1 143	669	494	7	2 315	2008	T4	114	106	117	111			
	Année	4 008	2 365	1 829	35	8 246	2008	Année	109	109	120	111			
2009	T1	1 307	737	418	6	2 468	2009	T1	131	135	112	128			
	T2	1 197	687	471	7	2 364	2009	T2	126	118	113	120			
	T3	875	567	433	4	1 882	2009	T3	120	142	141	131			
	T4	1 253	678	499	4	2 438	2009	T4	125	107	118	117			
	Année	4 632	2 669	1 821	21	9 152	2009	Année	126	124	120	123			
2010	T1	1 332	715	506	7	2 562	2010	T1	133	131	136	133			
	T2	1 305	720	474	5	2 507	2010	T2	137	124	114	128			
	T3	1 027	586	435	6	2 057	2010	T3	141	147	141	143			
	T4	1 185	699	535	6	2 425	2010	T4	118	110	126	117			
	Année	4 849	2 720	1 950	24	9 551	2010	Année	132	126	128	129			
2011	T1	1 327	773	497	8	2 610	2011	T1	133	141	133	135			
	T2	1 207	783	565	8	2 567	2011	T2	127	135	136	131			
	T3	1 015	653	468	5	2 141	2011	T3	140	163	152	149			
	T4	1 281	741	783	5	2 818	2011	T4	128	117	185	135			
	Année	4 830	2 950	2 313	26	10 136	2011	Année	131	137	152	137			
2012	T1	1 321	767	475	2	2 567	2012	T1	132	140	127	133			
	T2	1 401	785	525	4	2 719	2012	T2	147	135	126	139			
	T3	1 103	600	540	3	2 255	2012	T3	152	150	175	157			
	T4	1 505	797	709	5	3 025	2012	T4	150	126	167	145			
	Année	5 330	2 949	2 249	14	10 566	2012	Année	145	136	148	143			
2013	T1	1 450	934	632	6	3 023	2013	T1	145	171	169	157			
	T2	1 412	748	706	2	2 872	2013	T2	148	129	170	146			
	T3	1 254	747	655	10	2 661	2013	T3	172	187	213	185			
	T4	1 584	932	655	1	3 172	2013	T4	158	147	154	153			
	Année	5 700	3 361	2 648	19	11 728	2013	Année	155	156	174	158			
2014	T1	1 452	999	544	0	2 995	2014	T1	145	183	146	155			

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



<sup>5</sup> Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

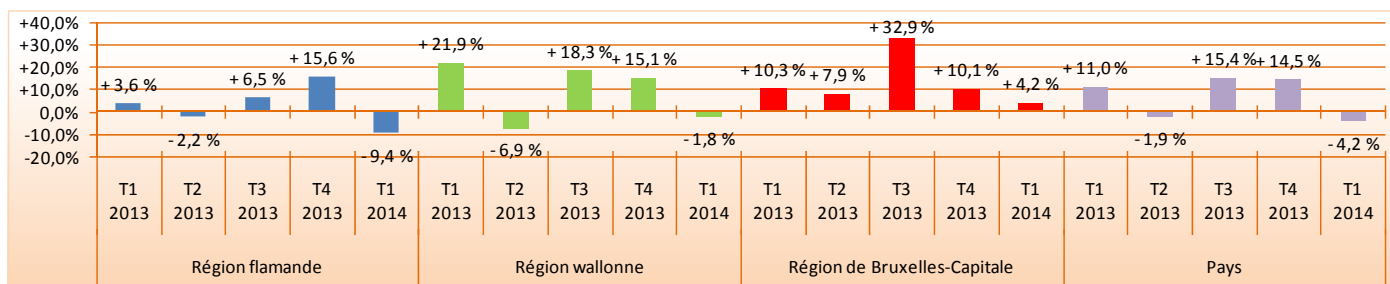
L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel enregistré, chaque année, une augmentation depuis 2007. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, on enregistre néanmoins une légère baisse (- 0,9 %) du fait d'une réduction du nombre de faillites en Région de Bruxelles-Capitale (88 de moins qu'en T1 2013 soit, - 13,9 %).

### 3.1.2 Avec personnel

Tableau 11  
Evolution du nombre des faillites avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	120	575		T3	100	100	100	100
	T4	354	283	132	769		T4	100	100	100	100
	Année	1 358	974	541	2 873		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	404	280	133	817		T2	108	110	84	104
	T3	321	197	165	683		T3	123	102	138	119
	T4	418	306	167	891		T4	118	108	127	116
	Année	1 496	1 033	612	3 141		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	128	133
	T4	463	297	187	947		T4	131	105	142	123
	Année	1 778	1 178	650	3 606		Année	131	121	120	126
2010	T1	479	320	164	963	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	391	264	174	829		T3	150	136	145	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1 758	1 201	674	3 633		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	369	145	967		T2	121	145	92	123
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	127	141
	T4	437	341	244	1 022		T4	123	120	185	133
	Année	1 729	1 344	682	3 755		Année	127	138	126	131
2012	T1	506	361	174	1 041	2012	T1	138	149	133	140
	T2	500	346	191	1 037		T2	133	136	121	132
	T3	403	278	158	839		T3	154	143	132	146
	T4	508	351	178	1 037		T4	144	124	135	135
	Année	1 917	1 336	701	3 954		Année	141	137	130	138
2013	T1	524	440	192	1 156	2013	T1	142	182	147	156
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	126	130	129
	T3	429	329	210	968		T3	164	170	175	168
	T4	587	404	196	1 187		T4	166	143	148	154
	Année	2 029	1 495	804	4 328		Année	149	153	149	151
2014	T1	475	432	200	1 107	2014	T1	129	179	153	149

Graphique 10  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



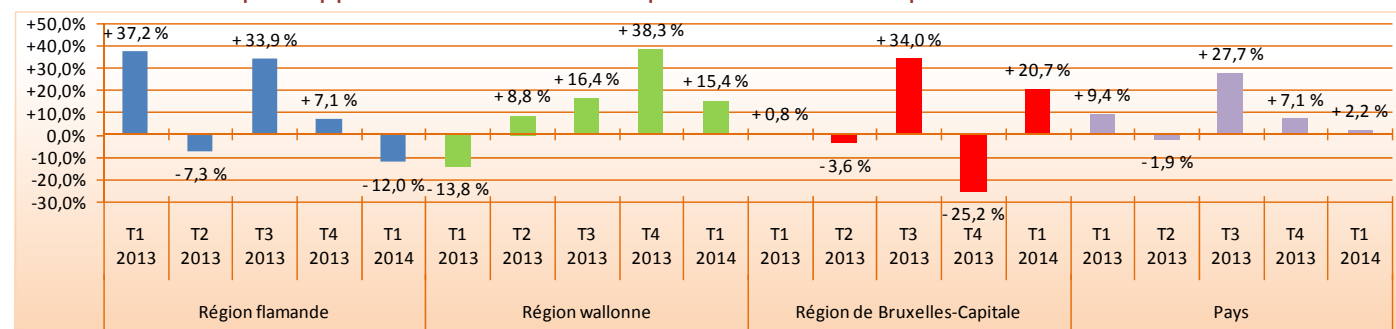
L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel suit la même tendance : une baisse de 4,2 % en T1 2014 par rapport à T1 2013. Contrairement à l'évolution des faillites avec ou sans personnel, cette diminution se retrouve en Région flamande (- 9,4%) et en Région wallonne (- 1,8%) et pas en Région de Bruxelles-Capitale (+ 4,2%). Toutes régions confondues, on enregistre 1 107 faillites avec personnel ce qui correspond à une hausse d'environ 50 % par rapport à la situation d'avant la crise (741 en T1 2007)

### 3.1.3 Emplois perdus

Tableau 12  
Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 639	1 978	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 351	1 253	5 977		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 643	769	4 187		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 704	697	5 023		T4	100	100	100	100
	Année	9 409	7 676	4 005	21 090		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 976	1 746	1 143	5 865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 287	1 794	1 069	5 150		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 672	856	4 777		T3	127	102	111	114
	T4	3 226	2 157	923	6 306		T4	123	127	132	126
	Année	10 738	7 369	3 991	22 098		Année	114	96	100	105
2009	T1	3 711	1 912	925	6 548	2009	T1	141	97	72	111
	T2	3 323	2 250	1 083	6 656		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 760	871	4 597		T3	111	107	113	110
	T4	2 378	1 904	1 667	5 949		T4	91	112	239	118
	Année	11 378	7 826	4 546	23 750		Année	121	102	114	113
2010	T1	3 060	2 846	1 035	6 941	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2 804	2 162	872	5 838		T2	118	92	70	98
	T3	2 254	1 733	1 017	5 004		T3	127	105	132	120
	T4	2 809	2 104	898	5 811		T4	107	123	129	116
	Année	10 927	8 845	3 822	23 594		Année	116	115	95	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 284	964	6 315		T2	129	97	77	106
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	96	186	135
	T4	2 693	2 173	1 487	6 353		T4	103	128	213	126
	Année	11 789	8 474	5 221	25 484		Année	125	110	130	121
2012	T1	2 990	3 123	1 224	7 337	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3 633	2 050	1 282	6 965		T2	153	87	102	117
	T3	2 437	1 828	880	5 145		T3	137	111	114	123
	T4	4 334	1 912	1 853	8 099		T4	165	112	266	161
	Année	13 394	8 913	5 239	27 546		Année	142	116	131	131
2013	T1	4 101	2 691	1 234	8 026	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 264	2 127	1 179	6 570		T3	184	129	153	157
	T4	4 641	2 645	1 386	8 672		T4	177	155	199	173
	Année	15 374	9 694	5 035	30 103		Année	163	126	126	143
2014	T1	3 607	3 106	1 489	8 202	2014	T1	137	157	116	139

Graphique 11  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En termes d'emplois perdus, on note encore en T1 2014 une légère augmentation (+ 2,2 % sur base annuelle) malgré un recul en Région flamande de 12 % ou 494 emplois perdus en moins qu'en T1 2013.

## 3.2

### Evolution des licenciements collectifs

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121
								2013 T1	100	100	100
							2014 T1	138	36	3	52

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012: 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2.

Bien que la situation soit différente selon la région et que le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique, le nombre de travailleurs concernés en T1 2014 semble indiquer la poursuite d'une certaine amélioration. Par rapport à T1 2013, une baisse de 48 % a, en effet, été enregistrée.

Tableau 14

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46
								2013 T1	100	100	100
							2014 T1	47	1	10	21

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8 044 contre 12 862). Le nombre particulièrement élevé de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif en 2012 s'est traduit en une forte hausse du nombre de notifications en 2013, en l'occurrence 15 711 soit, plus du double qu'en 2012. Ces notifications faisaient suite essentiellement à la restructuration de 5 grandes entreprises : Duferco Belgium SA et NMLK La Louvière durant le 1<sup>er</sup> trimestre, Ford Genk et ses sous-traitants directs durant le 3<sup>ème</sup> trimestre ainsi qu'Arcelor Mittal et Caterpillar durant le 4<sup>ème</sup> trimestre.

La baisse du nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement en 2013 laissait déjà présager une amélioration de la situation qui s'est d'ailleurs concrétisée aussi durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Au cours de ce trimestre, le nombre de travailleurs concernés par une notification a, en effet, pour la première fois diminué : 710 ou un peu plus de 20 % seulement du nombre enregistré en T1 2013.

### 3.3

## Evolution des créations d'entreprises

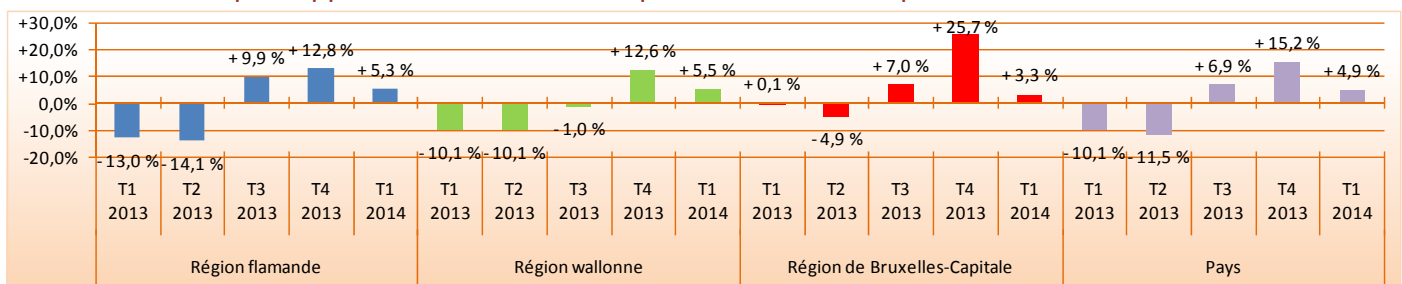
Tableau 15

Constitution d'entreprises dans le secteur marchand<sup>6</sup>

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95

Graphique 12

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand croît consécutivement durant les 3 derniers trimestres : + 6,9 % en T3 2013, + 15,2 % en T4 2013 et + 4,9 % en T1 2014.

<sup>6</sup> Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.



## 4

# Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)

## 4.1

### Par région

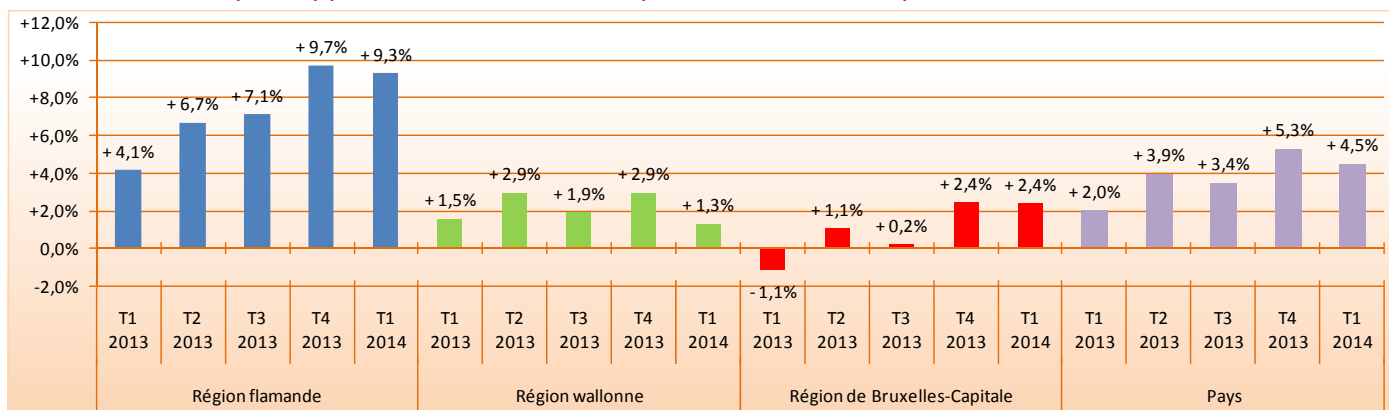
Tableau 16

Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande		Région wallonne		Région de Bruxelles-Capitale		Pays		Région flamande		Région wallonne		Région de Bruxelles-Capitale		Pays	
2007	T1	163 712	209 692	72 109	445 513	2007	T1	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	T2	151 166	203 878	70 754	425 798		T2	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	T3	152 344	209 182	72 801	434 326		T3	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	T4	141 863	199 678	69 169	410 710		T4	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	Année	152 271	205 607	71 208	429 087		Année	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2008	T1	146 718	201 045	70 213	417 975	2008	T1	90	96	97	94	96	97	94	96	93	93
	T2	134 255	192 365	68 228	394 848		T2	89	94	96	96	93	96	93	93	93	
	T3	139 604	197 000	69 479	406 083		T3	92	94	95	95	93	95	93	93		
	T4	136 738	191 432	68 305	396 475		T4	96	96	99	99	97	99	97	97		
	Année	139 329	195 460	69 056	403 845		Année	92	95	97	94	96	97	94	94		
2009	T1	156 964	199 986	71 264	428 214	2009	T1	96	95	99	96	96	99	96	96		
	T2	158 363	198 516	71 895	428 773		T2	105	97	102	101	101	102	101			
	T3	166 258	205 710	74 886	446 855		T3	109	98	103	103	103	103	103			
	T4	161 131	198 385	73 122	432 638		T4	114	99	106	105	105	105	105			
	Année	160 679	200 649	72 792	434 120		Année	106	98	102	101	101	101	101			
2010	T1	172 358	203 946	77 335	453 640	2010	T1	105	97	107	102	102	107	102	102		
	T2	162 123	197 122	75 736	434 981		T2	107	97	107	102	102	107	102			
	T3	162 037	201 307	77 215	440 560		T3	106	96	106	101	101	106	101			
	T4	155 008	194 007	75 507	424 522		T4	109	97	109	103	103	109	103			
	Année	162 882	199 096	76 448	438 426		Année	107	97	107	102	102	107	102			
2011	T1	161 105	197 108	77 366	435 578	2011	T1	98	94	107	98	98	107	98			
	T2	148 498	188 628	75 536	412 662		T2	98	93	107	97	97	107	97			
	T3	152 514	195 432	77 206	425 152		T3	100	93	106	98	98	106	98			
	T4	148 325	190 397	75 179	413 901		T4	105	95	109	101	101	109	101			
	Année	152 610	192 891	76 322	421 823		Année	100	94	107	98	98	107	98			
2012	T1	156 616	193 615	77 484	427 715	2012	T1	96	92	107	96	96	107	96			
	T2	148 534	185 213	75 827	409 574		T2	98	91	107	96	96	107	96			
	T3	151 545	191 307	77 251	420 103		T3	99	91	106	97	97	106	97			
	T4	148 606	188 354	74 647	411 608		T4	105	94	108	100	100	108	100			
	Année	151 325	189 622	76 302	417 250		Année	99	92	107	97	97	107	97			
2013	T1	163 052	196 602	76 638	436 293	2013	T1	100	94	106	98	98	106	98			
	T2	158 427	190 645	76 628	425 701		T2	105	94	108	100	100	108	100			
	T3	162 262	194 933	77 397	434 592		T3	107	93	106	100	100	106	100			
	T4	163 014	193 874	76 462	433 349		T4	115	97	111	106	106	111	106			
	Année	161 689	194 014	76 781	432 484		Année	106	94	108	101	101	108	101			
2014	T1	178 145	199 158	78 451	455 754	2014	T1	109	95	109	102	102	109	102			

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi est de 455 754 paiements en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 soit une augmentation de 4,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Cette augmentation est légèrement inférieure à celle du trimestre précédent (4T 2013) où elle était encore de 5,3 %.

Pour l'interprétation de ces chiffres, il faut aussi tenir compte de la modification réglementaire qui a relevé de 58 à 60 ans l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi (voir 4.3 et 5.2 ci-après).

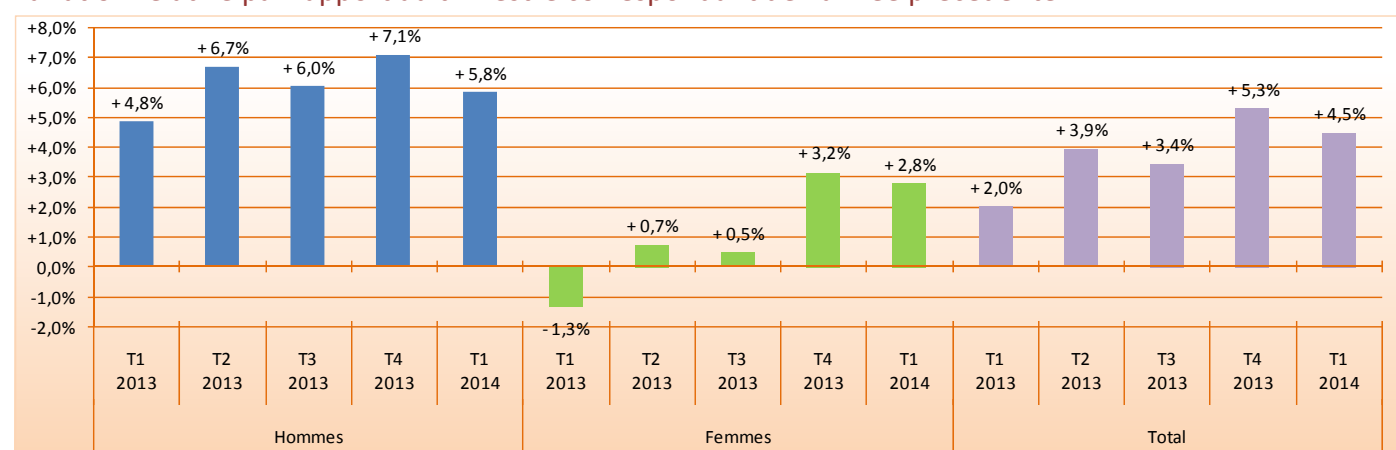
En termes relatifs, l'augmentation sur base annuelle est la plus forte en Région flamande : + 9,3 %. En Région wallonne (+ 1,3 %) et en Région de Bruxelles-Capitale (+ 2,4 %), l'augmentation du nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi a été moins prononcée.

## 4.2 Par sexe

Tableau 17  
Evolution des CCI-DE par sexe

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222 432	223 081	445 513	2007	T1	100	100	100
	T2	211 592	214 206	425 798		T2	100	100	100
	T3	214 108	220 218	434 326		T3	100	100	100
	T4	205 110	205 600	410 710		T4	100	100	100
	Année	213 310	215 776	429 087		Année	100	100	100
2008	T1	211 179	206 796	417 975	2008	T1	95	93	94
	T2	198 001	196 847	394 848		T2	94	92	93
	T3	202 490	203 593	406 083		T3	95	92	93
	T4	202 242	194 233	396 475		T4	99	94	97
	Année	203 478	200 367	403 845		Année	95	93	94
2009	T1	225 460	202 754	428 214	2009	T1	101	91	96
	T2	227 747	201 026	428 773		T2	108	94	101
	T3	236 942	209 912	446 855		T3	111	95	103
	T4	231 966	200 672	432 638		T4	113	98	105
	Année	230 529	203 591	434 120		Année	108	94	101
2010	T1	245 684	207 955	453 640	2010	T1	110	93	102
	T2	233 603	201 378	434 981		T2	110	94	102
	T3	233 859	206 701	440 560		T3	109	94	101
	T4	226 332	198 190	424 522		T4	110	96	103
	Année	234 870	203 556	438 426		Année	110	94	102
2011	T1	233 598	201 980	435 578	2011	T1	105	91	98
	T2	219 726	192 936	412 662		T2	104	90	97
	T3	225 026	200 126	425 152		T3	105	91	98
	T4	220 256	193 645	413 901		T4	107	94	101
	Année	224 651	197 172	421 823		Année	105	91	98
2012	T1	230 822	196 892	427 715	2012	T1	104	88	96
	T2	220 858	188 716	409 574		T2	104	88	96
	T3	225 168	194 936	420 103		T3	105	89	97
	T4	223 666	187 942	411 608		T4	109	91	100
	Année	225 128	192 122	417 250		Année	106	89	97
2013	T1	241 996	194 297	436 293	2013	T1	109	87	98
	T2	235 590	190 111	425 701		T2	111	89	100
	T3	238 730	195 861	434 592		T3	111	89	100
	T4	239 477	193 872	433 349		T4	117	94	106
	Année	238 949	193 535	432 484		Année	112	90	101
2014	T1	256 074	199 680	455 754	2014	T1	115	90	102

Graphique 14  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière différente. Le chômage complet féminin est, en effet, moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c-à-d sous le niveau d'avant la crise. Toutefois, en glissement annuel, le chômage complet féminin reprend le chemin de la hausse depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 (+ 0,7 % en T2 2013, + 0,5 % en T3 2013, + 3,2 % en T4 2013 et + 2,8 % en T1 2014) et ce, après 11 trimestres consécutifs de baisse.

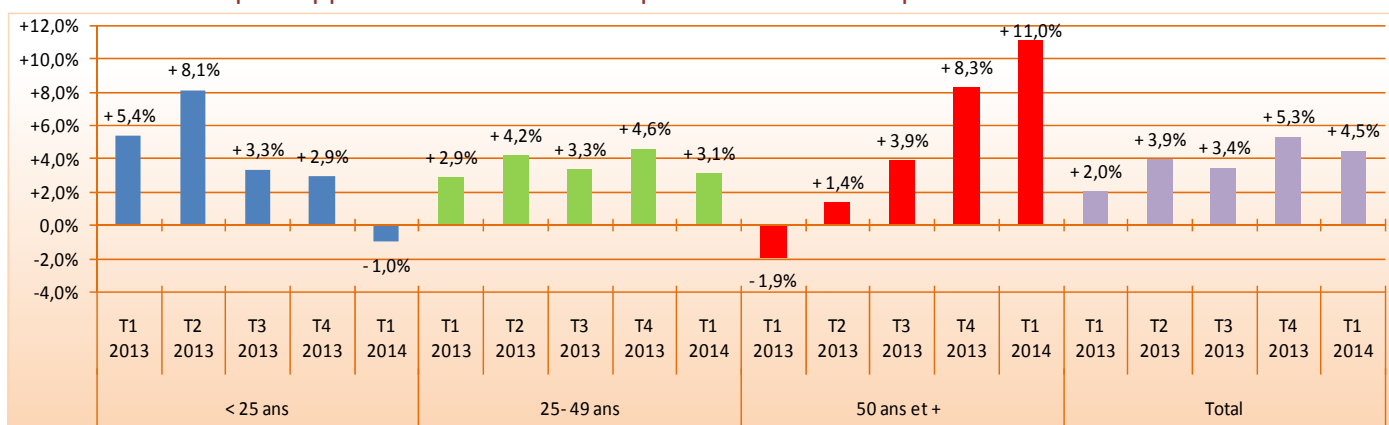
En revanche, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, à un an d'intervalle, plus aucune diminution n'a été enregistrée et en début 2013, la hausse s'est progressivement accentuée pour atteindre 7,1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013. En T1 2014, on note un léger mieux (+ 5,8 %).

## 4.3 Par classe d'âge

Tableau 18  
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25-49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25-49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	64 756	289 144	91 613	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	60 576	272 808	92 414	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	65 990	274 412	93 925	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	59 757	257 449	93 504	410 710		T4	100	100	100	100
Année		62 770	273 453	92 864	429 087	Année		100	100	100	100
2008	T1	59 537	262 957	95 481	417 975	2008	T1	92	91	104	94
	T2	55 536	245 824	93 487	394 848		T2	92	90	101	93
	T3	60 809	251 196	94 078	406 083		T3	92	92	100	93
	T4	57 893	244 049	94 534	396 475		T4	97	95	101	97
Année		58 444	251 007	94 395	403 845	Année		93	92	102	94
2009	T1	63 270	265 970	98 973	428 214	2009	T1	98	92	108	96
	T2	63 764	264 982	100 028	428 773		T2	105	97	108	101
	T3	70 032	274 236	102 587	446 855		T3	106	100	109	103
	T4	65 072	264 596	102 969	432 638		T4	109	103	110	105
Année		65 535	267 446	101 139	434 120	Année		104	98	109	101
2010	T1	66 695	279 668	107 277	453 640	2010	T1	103	97	117	102
	T2	62 476	266 345	106 160	434 981		T2	103	98	115	102
	T3	66 172	267 871	106 517	440 560		T3	100	98	113	101
	T4	60 622	257 933	105 967	424 522		T4	101	100	113	103
Année		63 992	267 954	106 480	438 426	Année		102	98	115	102
2011	T1	60 162	267 389	108 027	435 578	2011	T1	93	92	118	98
	T2	55 009	251 213	106 440	412 662		T2	91	92	115	97
	T3	61 278	256 934	106 940	425 152		T3	93	94	114	98
	T4	57 926	249 655	106 320	413 901		T4	97	97	114	101
Année		58 594	256 298	106 932	421 823	Année		93	94	115	98
2012	T1	57 966	261 817	107 932	427 715	2012	T1	90	91	118	96
	T2	51 658	251 516	106 399	409 574		T2	85	92	115	96
	T3	55 256	258 211	106 636	420 103		T3	84	94	114	97
	T4	57 264	250 125	104 219	411 608		T4	96	97	111	100
Année		55 536	255 417	106 296	417 250	Année		88	93	114	97
2013	T1	61 077	269 322	105 895	436 293	2013	T1	94	93	116	98
	T2	55 845	261 994	107 862	425 701		T2	92	96	117	100
	T3	57 087	266 759	110 746	434 592		T3	87	97	118	100
	T4	58 950	261 561	112 838	433 349		T4	99	102	121	106
Année		58 240	264 909	109 335	432 484	Année		93	97	118	101
2014	T1	60 463	277 695	117 596	455 754	2014	T1	93	96	128	102

Graphique 15  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du chômage complet au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 varie considérablement d'une classe d'âge à l'autre : elle se situe entre + 11 % pour les 50 ans et + et - 1 % pour les moins de 25 ans.

La forte hausse enregistrée dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Cette hausse suit donc la tendance généralement observée depuis 2002, à savoir, l'augmentation du nombre de CCI-DE de 50 ans et plus qui résulte d'une part, du relèvement progressif de l'âge à partir duquel une demande de dispense peut être introduite (d'abord de 50 à 58 ans et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, 60 ans) et d'autre part, de l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge<sup>7</sup>. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2007 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le nombre de CCI-DE de 50 ans et + enregistre une hausse de 28 %.

A l'inverse, le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard. On note ainsi une poussée en 2009 (+ 9 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009) suivie d'un repli en 2010 et d'un retour à la situation d'avant la crise à la fin 2011. Au cours de l'année 2012, en partie du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à dater du 1<sup>er</sup> janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de se tasser à un an d'intervalle. En 2013, le chômage complet des moins de 25 ans repart de nouveau à la hausse : + 5,4 % en T1 et + 8,1 % en T2. Par la suite, cette hausse se tasse progressivement suite à l'évolution de la conjoncture et sans doute aussi pour partie à l'introduction du nouveau plan Activa destiné aux jeunes de moins de 27 ans (<30ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014) peu qualifiés. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le chômage des jeunes recule même pour la 1<sup>ère</sup> fois à un an d'intervalle : - 1 %.

Le chômage complet des 25 à moins de 50 ans fluctue aussi en fonction de la conjoncture mais dans une moindre mesure que celui des moins de 25 ans. On y enregistre d'abord une baisse en 2008, à un an d'intervalle, suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 279.668 paiements enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. A partir de la seconde moitié de 2010 et jusque fin 2011, on note de nouveau un trend baissier. Une période de stabilisation suit l'année suivante. En 2013, le chômage complet des 25 à moins de 50 ans reprend le chemin de la hausse jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Toutefois, le nombre de CCI-DE se situe toujours, dans cette classe d'âge, 4 % en-dessous du niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2007.

---

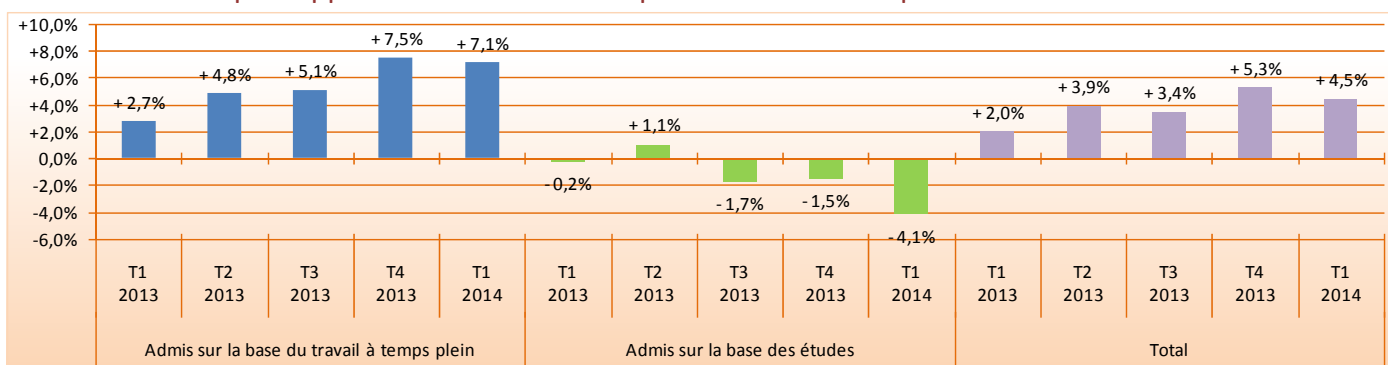
<sup>7</sup> Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq\_pganws)

## 4.4 Par base d'admission

Tableau 19  
Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail à temps plein			Admis sur la base des études			Total		
2007	T1	327 072	118 441	445 513	2007	T1	100	100	100	
	T2	312 216	113 582	425 798		T2	100	100	100	
	T3	313 113	121 213	434 326		T3	100	100	100	
	T4	298 140	112 570	410 710		T4	100	100	100	
	Année	312 635	116 452	429 087		Année	100	100	100	
2008	T1	306 893	111 082	417 975	2008	T1	94	94	94	
	T2	289 331	105 517	394 848		T2	93	93	93	
	T3	294 693	111 390	406 083		T3	94	92	93	
	T4	290 854	105 621	396 475		T4	98	94	97	
	Année	295 443	108 403	403 845		Année	95	93	94	
2009	T1	320 058	108 156	428 214	2009	T1	98	91	96	
	T2	321 459	107 314	428 773		T2	103	94	101	
	T3	331 516	115 339	446 855		T3	106	95	103	
	T4	323 677	108 961	432 638		T4	109	97	105	
	Année	324 178	109 943	434 120		Année	104	94	101	
2010	T1	342 704	110 936	453 640	2010	T1	105	94	102	
	T2	327 330	107 651	434 981		T2	105	95	102	
	T3	326 737	113 823	440 560		T3	104	94	101	
	T4	317 062	107 460	424 522		T4	106	95	103	
	Année	328 458	109 967	438 426		Année	105	94	102	
2011	T1	328 408	107 171	435 578	2011	T1	100	90	98	
	T2	311 657	101 005	412 662		T2	100	89	97	
	T3	315 777	109 375	425 152		T3	101	90	98	
	T4	308 800	105 101	413 901		T4	104	93	101	
	Année	316 160	105 663	421 823		Année	101	91	98	
2012	T1	323 634	104 081	427 715	2012	T1	99	88	96	
	T2	312 901	96 672	409 574		T2	100	85	96	
	T3	318 992	101 111	420 103		T3	102	83	97	
	T4	309 818	101 790	411 608		T4	104	90	100	
	Année	316 336	100 914	417 250		Année	101	87	97	
2013	T1	332 450	103 843	436 293	2013	T1	102	88	98	
	T2	327 996	97 705	425 701		T2	105	86	100	
	T3	335 212	99 380	434 592		T3	107	82	100	
	T4	333 048	100 302	433 349		T4	112	89	106	
	Année	332 176	100 307	432 484		Année	106	86	101	
2014	T1	356 168	99 586	455 754	2014	T1	109	84	102	

Graphique 16  
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis la seconde moitié de l'année 2010, la hausse du chômage complet repose uniquement sur les CCI-DE admis sur la base du travail ; en effet, au cours des 15 derniers trimestres, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études n'a fait que décroître, à un an d'intervalle, à l'exception d'un trimestre (le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : + 1,1 %).

La hausse du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est accrue progressivement au cours de l'année 2013 pour atteindre + 7,5 %, à un an d'intervalle, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, on note un léger tassement : + 7,1 %.

A l'inverse, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études baisse de manière continue, à un an d'intervalle, depuis de nombreux trimestres et cette baisse s'accroît au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 : - 4,1 %. Pour la 1<sup>ère</sup> fois, on enregistre, à un an d'intervalle, une stabilisation du nombre des entrées en première admission dans le statut des CCI-DE admis sur la base des études (+ 0,1 %) après 5 trimestres de hausse consécutive.



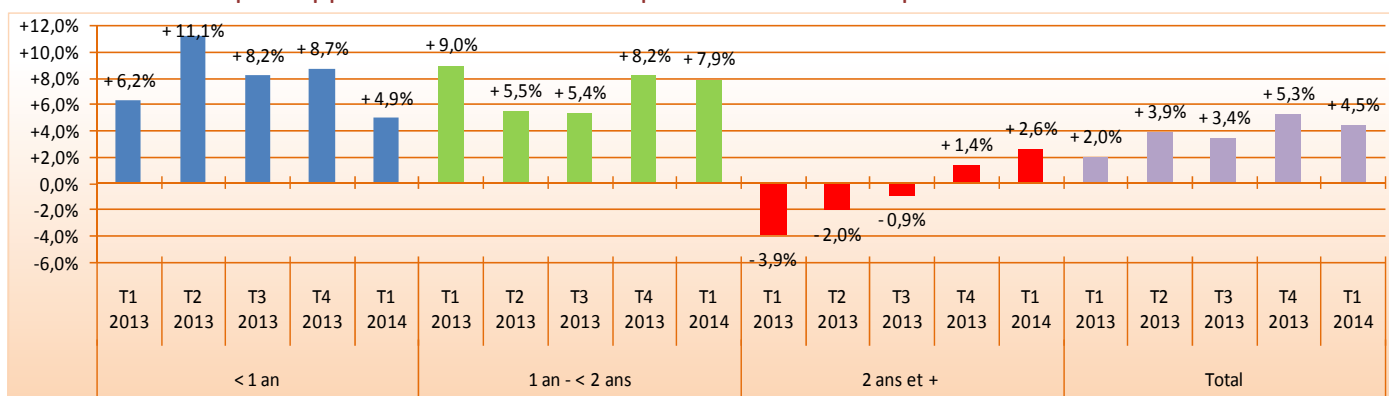
## 4.5 Par durée de chômage

Tableau 20  
Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141 314	71 407	232 792	445 513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	128 035	68 662	229 101	425 798		T2	100	100	100	100
	T3	136 253	69 189	228 884	434 326		T3	100	100	100	100
	T4	130 815	63 495	216 401	410 710		T4	100	100	100	100
	Année	134 104	68 188	226 794	429 087		Année	100	100	100	100
2008	T1	139 998	64 450	213 527	417 975	2008	T1	99	90	92	94
	T2	126 524	62 042	206 282	394 848		T2	99	90	90	93
	T3	135 360	64 512	206 211	406 083		T3	99	93	90	93
	T4	137 519	61 755	197 201	396 475		T4	105	97	91	97
	Année	134 850	63 190	205 805	403 845		Année	101	93	91	94
2009	T1	162 459	66 904	198 851	428 214	2009	T1	115	94	85	96
	T2	162 734	68 539	197 500	428 773		T2	127	100	86	101
	T3	170 799	75 164	200 891	446 855		T3	125	109	88	103
	T4	161 819	75 862	194 957	432 638		T4	124	119	90	105
	Année	164 453	71 617	198 050	434 120		Année	123	105	87	101
2010	T1	167 564	86 020	200 055	453 640	2010	T1	119	120	86	102
	T2	150 480	86 045	198 456	434 981		T2	118	125	87	102
	T3	151 071	87 408	202 080	440 560		T3	111	126	88	101
	T4	146 905	79 264	198 353	424 522		T4	112	125	92	103
	Année	154 005	84 684	199 736	438 426		Année	115	124	88	102
2011	T1	154 626	78 443	202 509	435 578	2011	T1	109	110	87	98
	T2	140 374	73 019	199 269	412 662		T2	110	106	87	97
	T3	148 161	74 059	202 933	425 152		T3	109	107	89	98
	T4	147 865	69 595	196 441	413 901		T4	113	110	91	101
	Année	147 756	73 779	200 288	421 823		Année	110	108	88	98
2012	T1	159 813	71 241	196 661	427 715	2012	T1	113	100	84	96
	T2	144 966	70 826	193 782	409 574		T2	113	103	85	96
	T3	148 732	75 336	196 035	420 103		T3	109	109	86	97
	T4	150 920	72 461	188 227	411 608		T4	115	114	87	100
	Année	151 108	72 466	193 676	417 250		Année	113	106	85	97
2013	T1	169 770	77 625	188 898	436 293	2013	T1	120	109	81	98
	T2	161 122	74 718	189 861	425 701		T2	126	109	83	100
	T3	160 914	79 394	194 284	434 592		T3	118	115	85	100
	T4	164 045	78 396	190 909	433 349		T4	125	123	88	106
	Année	163 963	77 533	190 988	432 484		Année	122	114	84	101
2014	T1	178 144	83 763	193 847	455 754	2014	T1	126	117	83	102

### Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 que le chômage de moins d'un an hausse de manière considérable : + 16 % à un an d'intervalle. Cette hausse perdure durant toute l'année 2009 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie jusqu'en fin 2012. L'année 2013 constitue un tournant : le chômage de moins d'un an repart à la hausse, à un an d'intervalle. Nonobstant le fait que la hausse enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 est moindre (+ 4,9 %) que celle des 4 trimestres 2013, le nombre de CCI-DE de courte durée atteint au cours de ce trimestre un sommet : 178 144 paiements.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 (87.408 paiements). Il s'en est suivi une période de relativement forte baisse sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. A partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, cette tendance s'inverse à nouveau : le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau à un an d'intervalle. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, ce nombre reste inférieur au pic enregistré au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 : 83 763 paiements contre 87 408 en T3 2010.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. A partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2011, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle. Cette baisse se prolonge jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. On observe ensuite une augmentation de 1,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 et 2,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

## 4.6

### Par catégorie familiale

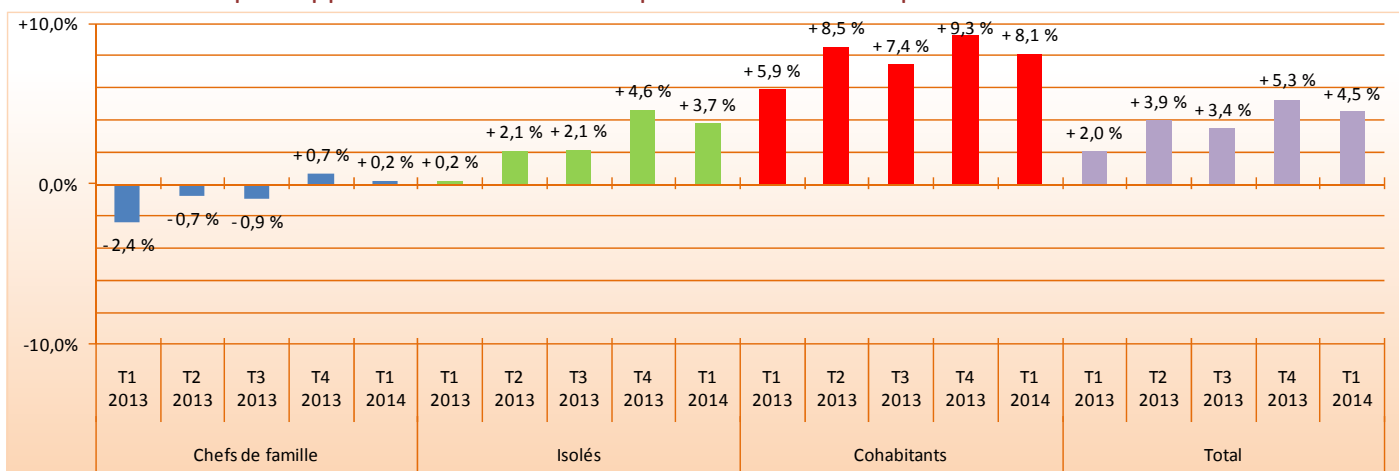
Tableau 21

Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

Année	Trimestre	2007				Total	2008				Total
		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres	
2007	T1	157 793	107 226	180 340	154	445 513	100	100	100	100	100
	T2	152 841	102 560	170 262	135	425 798	93	95	94	94	94
	T3	153 421	103 617	177 174	114	434 326	91	98	100	96	96
	T4	145 374	100 048	165 148	141	410 710	94	103	106	101	101
Année		152 357	103 363	173 231	136	429 087	94	103	106	101	101
2008	T1	145 999	102 393	169 425	159	417 975	89	103	103	98	98
	T2	139 570	97 114	158 054	109	394 848	89	102	101	97	97
	T3	141 587	97 793	166 567	135	406 083	90	102	102	98	98
	T4	137 176	97 268	161 866	165	396 475	91	104	107	101	101
Année		141 083	98 642	163 978	142	403 845	90	103	103	98	98
2009	T1	142 986	105 031	180 071	127	428 214	85	101	102	96	96
	T2	142 929	105 291	180 387	166	428 773	86	102	102	96	96
	T3	146 141	108 598	191 992	123	446 855	87	102	102	97	97
	T4	140 886	107 239	184 348	165	432 638	88	103	109	100	100
Année		143 236	106 540	184 199	145	434 120	86	102	104	97	97
2010	T1	145 077	113 611	194 785	167	453 640	83	102	108	98	98
	T2	141 554	109 243	184 050	135	434 981	85	105	111	100	100
	T3	142 902	109 279	188 344	35	440 560	86	104	110	100	100
	T4	137 849	107 371	179 296	6	424 522	89	108	119	106	106
Année		141 845	109 876	186 619	86	438 426	86	104	112	101	101
2011	T1	140 041	110 595	184 937	5	435 578	85	101	102	96	96
	T2	135 471	105 121	172 064	6	412 662	86	102	102	96	96
	T3	137 835	106 121	181 192	4	425 152	87	102	102	97	97
	T4	132 773	104 413	176 711	3	413 901	88	103	109	100	100
Année		136 530	106 562	178 726	4	421 823	86	102	104	97	97
2012	T1	134 542	108 799	184 368	5	427 715	83	102	108	98	98
	T2	130 900	105 059	173 614	1	409 574	85	105	111	100	100
	T3	133 055	105 916	181 132	0	420 103	86	104	110	100	100
	T4	127 815	102 835	180 284	674	411 608	89	108	119	106	106
Année		131 578	105 652	179 849	170	417 250	86	104	112	101	101
2013	T1	131 369	109 042	195 211	672	436 293	83	102	108	98	98
	T2	129 937	107 232	188 428	104	425 701	85	105	111	100	100
	T3	131 799	108 142	194 623	27	434 592	86	104	110	100	100
	T4	128 670	107 570	197 094	16	433 349	89	108	119	106	106
Année		130 444	107 996	193 839	205	432 484	86	104	112	101	101
2014	T1	131 649	113 107	210 987	11	455 754	83	105	117	102	102

Graphique 18

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis 2007, le nombre de cohabitants a augmenté de 17 %, celui des isolés de 5 % tandis que le nombre de chefs de famille a diminué de 17 %. Certains éléments du profil de ces catégories peuvent expliquer en partie ces différences telles que l'âge et la durée de chômage. Une analyse plus fine serait toutefois nécessaire afin de mieux comprendre cette évolution contrastée.

## 5

## Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

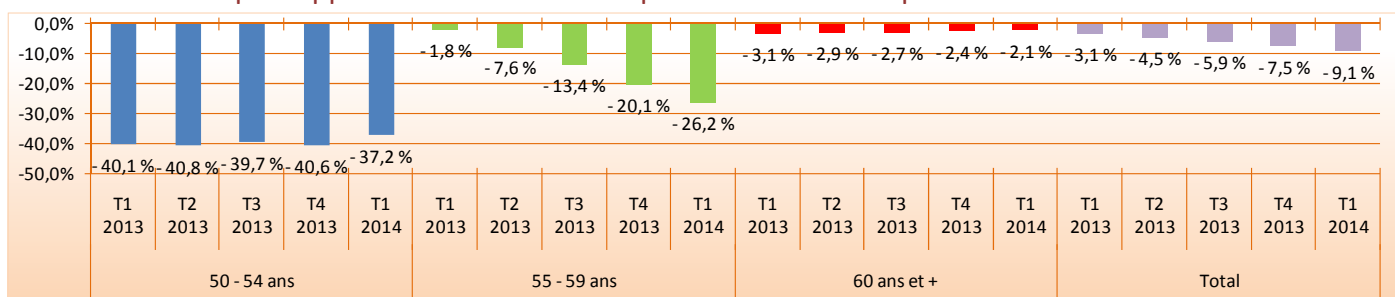
Tableau 22

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

	T1 2007		T1 2013		T1 2014		Evol. T1 2007 - T1 2014	Evol. T1 2013 - T1 2014
<b>Sexe</b>								
Hommes	148 956	66,1 %	120 856	63,4 %	110 090	63,6 %	- 26,1 %	- 8,9 %
Femmes	76 289	33,9 %	69 650	36,6 %	63 048	36,4 %	- 17,4 %	- 9,5 %
<b>Age</b>								
50 - 54 ans	6 647	3,0 %	1 015	0,5 %	637	0,4 %	- 90,4 %	- 37,2 %
55 - 59 ans	102 025	45,3 %	53 872	28,3 %	39 743	23,0 %	- 61,0 %	- 26,2 %
60 ans et +	116 573	51,8 %	135 619	71,2 %	132 759	76,7 %	+ 13,9 %	- 2,1 %
<b>BC</b>								
BC Anvers	17 400	7,7 %	14 856	7,8 %	13 430	7,8 %	- 22,8 %	- 9,6 %
BC Bruxelles	15 958	7,1 %	12 030	6,3 %	10 527	6,1 %	- 34,0 %	- 12,5 %
BC Liège	15 023	6,7 %	11 403	6,0 %	10 177	5,9 %	- 32,3 %	- 10,7 %
BC Hasselt	14 395	6,4 %	11 916	6,3 %	10 668	6,2 %	- 25,9 %	- 10,5 %
BC Gand	13 549	6,0 %	11 746	6,2 %	10 681	6,2 %	- 21,2 %	- 9,1 %
BC Charleroi	12 021	5,3 %	9 604	5,0 %	8 720	5,0 %	- 27,5 %	- 9,2 %
BC Turnhout	11 639	5,2 %	10 689	5,6 %	9 988	5,8 %	- 14,2 %	- 6,6 %
BC Vilvorde	11 123	4,9 %	9 630	5,1 %	8 784	5,1 %	- 21,0 %	- 8,8 %
BC Louvain	9 225	4,1 %	7 935	4,2 %	7 363	4,3 %	- 20,2 %	- 7,2 %
BC Malines	7 988	3,5 %	6 809	3,6 %	6 251	3,6 %	- 21,7 %	- 8,2 %
BC Courtrai	7 709	3,4 %	6 909	3,6 %	6 526	3,8 %	- 15,3 %	- 5,5 %
BC La Louvière	7 113	3,2 %	5 982	3,1 %	5 477	3,2 %	- 23,0 %	- 8,4 %
BC Nivelles	6 592	2,9 %	5 707	3,0 %	5 115	3,0 %	- 22,4 %	- 10,4 %
BC Bruges	6 515	2,9 %	5 330	2,8 %	4 885	2,8 %	- 25,0 %	- 8,3 %
BC Alost	6 151	2,7 %	5 003	2,6 %	4 613	2,7 %	- 25,0 %	- 7,8 %
BC Roulers	5 879	2,6 %	5 568	2,9 %	5 324	3,1 %	- 9,4 %	- 4,4 %
BC Saint-Nicolas	5 677	2,5 %	4 576	2,4 %	4 161	2,4 %	- 26,7 %	- 9,1 %
BC Namur	5 677	2,5 %	5 296	2,8 %	4 805	2,8 %	- 15,4 %	- 9,3 %
BC Ostende	5 524	2,5 %	5 064	2,7 %	4 581	2,6 %	- 17,1 %	- 9,6 %
BC Tongres	5 289	2,3 %	4 283	2,2 %	3 830	2,2 %	- 27,6 %	- 10,6 %
BC Mons	5 286	2,3 %	4 417	2,3 %	3 889	2,2 %	- 26,4 %	- 12,0 %
BC Tournai	4 955	2,2 %	4 238	2,2 %	3 712	2,1 %	- 25,1 %	- 12,4 %
BC Termonde	4 904	2,2 %	4 026	2,1 %	3 707	2,1 %	- 24,4 %	- 7,9 %
BC Verviers	4 655	2,1 %	4 070	2,1 %	3 696	2,1 %	- 20,6 %	- 9,2 %
BC Huy	2 879	1,3 %	2 466	1,3 %	2 244	1,3 %	- 22,0 %	- 9,0 %
BC Audenarde	2 859	1,3 %	2 776	1,5 %	2 579	1,5 %	- 9,8 %	- 7,1 %
BC Ypres	2 678	1,2 %	2 463	1,3 %	2 268	1,3 %	- 15,3 %	- 7,9 %
BC Arlon	2 415	1,1 %	2 441	1,3 %	2 168	1,3 %	- 10,2 %	- 11,2 %
BC Mouscron	2 184	1,0 %	1 672	0,9 %	1 493	0,9 %	- 31,7 %	- 10,7 %
BC Boom	1 982	0,9 %	1 600	0,8 %	1 474	0,9 %	- 25,6 %	- 7,9 %
<b>Répartition régionale</b>								
Région flamande	140 487	62,4 %	121 178	63,6 %	111 114	64,2 %	- 20,9 %	- 8,3 %
Région wallonne	68 800	30,5 %	57 298	30,1 %	51 497	29,7 %	- 25,1 %	- 10,1 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 958	7,1 %	12 030	6,3 %	10 527	6,1 %	- 34,0 %	- 12,5 %
<b>Branche d'activités regroupées</b>								
Agriculture, sylviculture, pêche	968	0,4 %	818	0,4 %	726	0,4 %	- 25,0 %	- 11,3 %
Extraction de minerais	10 115	4,5 %	6 939	3,6 %	6 291	3,6 %	- 37,8 %	- 9,3 %
Industrie de transformation	99 101	44,0 %	74 813	39,3 %	66 758	38,6 %	- 32,6 %	- 10,8 %
dont:								
<i>construction mécanique</i>	34 324	15,2 %	27 639	14,5 %	24 938	14,4 %	- 27,3 %	- 9,8 %
<i>production métallurgique</i>	9 005	4,0 %	5 578	2,9 %	5 016	2,9 %	- 44,3 %	- 10,1 %
<i>industrie chimique</i>	11 124	4,9 %	9 196	4,8 %	8 048	4,6 %	- 27,7 %	- 12,5 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 954	4,0 %	6 998	3,7 %	6 288	3,6 %	- 29,8 %	- 10,1 %
Construction	18 186	8,1 %	15 013	7,9 %	14 109	8,1 %	- 22,4 %	- 6,0 %
Electricité, eau, gaz	203	0,1 %	101	0,1 %	93	0,1 %	- 54,3 %	- 7,9 %
Commerce, banques, assurances	22 018	9,8 %	16 181	8,5 %	13 902	8,0 %	- 36,9 %	- 14,1 %
Transports, communications	6 686	3,0 %	6 197	3,3 %	5 639	3,3 %	- 15,7 %	- 9,0 %
Services	54 134	24,0 %	53 999	28,3 %	48 986	28,3 %	- 9,5 %	- 9,3 %
Activités insuffisamment décrites	13 835	6,1 %	16 444	8,6 %	16 634	9,6 %	+ 20,2 %	+ 1,2 %
<b>Total</b>	<b>225 245</b>	<b>100 %</b>	<b>190 506</b>	<b>100 %</b>	<b>173 138</b>	<b>100 %</b>	<b>- 23,1 %</b>	<b>- 9,1 %</b>

## Graphique 19

### Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on additionne les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, on constate une baisse globale de 9,1 %. Notons la forte baisse de 37,2 % dans la classe d'âge des 50 à 54 ans. La part de ce sous-groupe est, toutefois, seulement de 0,4 %. Aussi dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, on constate une diminution sur une base annuelle plus prononcée chaque trimestre. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, elle s'élève à 26,2 %

Bien que le nombre des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés de 60 ans ou plus sur une base annuelle diminue aussi de 2,1 %, leur nombre a augmenté par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 de 13,9 % (cela s'explique probablement par le passage d'allocataires vers des classes d'âge plus élevées)

La diminution dans la Région flamande qui représente la part la plus importante des allocataires dans cette catégorie, est légèrement plus faible que dans les deux autres régions à savoir : - 8,3 % contre respectivement : - 10,1% en Région wallonne et - 12,5 % en Région de Bruxelles-capitale.

## 5.1

### Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 23

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T1 2007			T1 2013			T1 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	3 249	874	4 123	750	133	883	481	70	551
55 - 59 a.	33 506	8 371	41 877	23 772	7 968	31 740	21 619	7 711	29 330
60 a. et +	55 350	12 898	68 248	58 417	23 096	81 513	56 575	23 922	80 497
<b>Total</b>	<b>92 105</b>	<b>22 143</b>	<b>114 248</b>	<b>82 939</b>	<b>31 197</b>	<b>114 136</b>	<b>78 674</b>	<b>31 704</b>	<b>110 378</b>

Age	Evol. T1 2007 - T1 2014			Evol. T1 2013 - T1 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 85,2 %	- 92,0 %	- 86,6 %	- 35,9 %	- 47,5 %	- 37,6 %
55 - 59 a.	- 35,5 %	- 7,9 %	- 30,0 %	- 9,1 %	- 3,2 %	- 7,6 %
60 a. et +	+ 2,2 %	+ 85,5 %	+ 17,9 %	- 3,2 %	+ 3,6 %	- 1,2 %
<b>Total</b>	<b>- 14,6 %</b>	<b>+ 43,2 %</b>	<b>- 3,4 %</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>+ 1,6 %</b>	<b>- 3,3 %</b>

Tableau 24

Dont les demandeurs d'emploi

Age	T1 2013			T1 2014			Evol. T1 2013 - T1 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	404	102	506	255	53	308	- 36,9 %	- 48,0 %	- 39,1 %
55 - 59 a.	2 195	1 060	3 255	2 569	1 131	3 699	+ 17,0 %	+ 6,6 %	+ 13,6 %
60 a. et +	340	201	541	710	359	1 069	+ 108,6 %	+ 78,8 %	+ 97,5 %
<b>Total</b>	<b>2 940</b>	<b>1 363</b>	<b>4 303</b>	<b>3 534</b>	<b>1 543</b>	<b>5 077</b>	<b>+ 20,2 %</b>	<b>+ 13,2 %</b>	<b>+ 18,0 %</b>

On continue d'observer une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise (RCC anciennement « prépension ») dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est la plus importante et atteint 37,6 %. Le nombre de femmes dans ce système a, toutefois, augmenté de 1,6 % sur une base annuelle et de 43,2 % par rapport à T1 2007. Cette augmentation se situe entièrement dans les classes d'âge de 60 ans ou + et peut s'expliquer presque intégralement par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 ans à 65 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi RCC augmente sur une base annuelle en T1 2014 de 18 %. Comme les nombres sont relativement réduits, l'évolution peut sans doute s'expliquer par l'impact décalé de certaines restructurations importantes survenues ces derniers mois.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par l'évolution démographique et l'évolution de la population active. La population active âgée de 50 à 64 ans a, en effet, augmenté de 51,6 % entre T4 2004 et T4 2013<sup>8</sup> et celle âgée de 15 à 49 ans a augmenté de 1,3 %.

<sup>8</sup> Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq\_pganws) ; voir aussi point 10.2

## 5.2

### Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 25

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

Age	T1 2007			T1 2013			T1 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	1 023	1 501	2 524	61	71	132	44	42	86
55 - 59 a.	27 880	32 268	60 148	10 490	11 642	22 132	5 051	5 362	10 412
60 a. et +	27 948	20 377	48 325	27 366	26 740	54 106	26 321	25 941	52 262
<b>Total</b>	<b>56 851</b>	<b>54 146</b>	<b>110 997</b>	<b>37 918</b>	<b>38 452</b>	<b>76 370</b>	<b>31 416</b>	<b>31 345</b>	<b>62 760</b>

Age	Evol. T1 2007 - T1 2014			Evol. T1 2013 - T1 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 95,7 %	- 97,2 %	- 96,6 %	- 27,7 %	- 40,6 %	- 34,6 %
55 - 59 a.	- 81,9 %	- 83,4 %	- 82,7 %	- 51,9 %	- 53,9 %	- 53,0 %
60 a. et +	- 5,8 %	+ 27,3 %	+ 8,1 %	- 3,8 %	- 3,0 %	- 3,4 %
<b>Total</b>	<b>- 44,7 %</b>	<b>- 42,1 %</b>	<b>- 43,5 %</b>	<b>- 17,1 %</b>	<b>- 18,5 %</b>	<b>- 17,8 %</b>

A un an d'intervalle, au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 17,8 %. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, on enregistre une baisse de 43,5 %. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, cette baisse se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 34,6 % pour les 50 à 54 ans, - 53,0 % pour les 55 à 59 ans et - 3,4 % pour les 60 ans et +.

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, le nombre de femmes âgées de 60 ans ou + a augmenté de 27,3 %, ce qui peut aussi s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes.

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Cette modification réglementaire a entraîné une hausse du nombre d'entrants dans le statut de chômeurs âgés dispensés chez les 58-59 ans au cours du dernier trimestre 2012 (5 654 entrants contre 2 822 entrants en moyenne pour les 4 trimestres précédents).

Depuis lors, le nombre a diminué fortement et reste inférieur à 100 depuis T2 2013 (cf. tableau 26).

Tableau 26

Evolution des chômeurs âgés dispensés entrants par âge

		58	59	60	61	62	63	64	65			58	59	60	61	62	63	64	65	
2011	T1	2 376	306	189	113	69	50	30	1	2011	T1	100	100	100	100	100	100	100	100	
2011	T2	2 290	315	189	109	66	57	27	4	2011	T2	96	103	100	96	96	114	90	400	
2011	T3	2 290	323	185	94	86	57	37	2	2011	T3	100	103	98	86	130	100	137	50	
2011	T4	2 316	350	183	109	58	60	38	1	2011	T4	101	108	99	116	67	105	103	50	
2012	T1	2 350	480	241	169	82	62	48	3	2012	T1	101	137	132	155	141	103	126	300	
2012	T2	2 373	498	230	145	81	54	47	2	2012	T2	101	104	95	86	99	87	98	67	
2012	T3	2 443	476	269	120	89	70	35	2	2012	T3	103	96	117	83	110	130	74	100	
2012	T4	4 145	1 509	414	184	109	84	53	1	2012	T4	170	317	154	153	122	120	151	50	
2013	T1	1 017	461	324	156	128	84	53	1	2013	T1	25	31	78	85	117	100	100	100	
2013	T2	59	40	318	153	102	57	47	1	2013	T2	6	9	98	98	80	68	89	100	
2013	T3	47	33	345	146	80	73	45	1	2013	T3	80	83	108	95	78	128	96	100	
2013	T4	43	32	350	140	87	68	43	2	2013	T4	91	97	101	96	109	93	96	200	
2014	T1	61	34	845	539	246	144	51	3	2014	T1	142	106	241	385	283	212	119	150	
											<b>2013</b>	<b>T1</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
											<b>2014</b>	<b>T1</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>261</b>	<b>346</b>	<b>192</b>	<b>171</b>	<b>96</b>	<b>300</b>



## 6

# Mesures fédérales pour l'emploi

## 6.1

### Primes de crise et allocations de licenciement

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

Tableau 27

Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	
2010	T1	349	237	42	628					628
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768	1 081	1 023	129	2 233	11 001
	T2	1 136	717	332	2 185	4 220	3 547	803	8 570	10 755
	T3	477	189	128	794	4 279	3 045	813	8 137	8 931
	T4	239	104	59	402	5 217	3 340	749	9 306	9 708
	Année	1 579	1 079	380	3 037	3 699	2 739	624	7 062	10 099
2013	T1	151	66	57	274	7 022	4 458	1 002	12 482	12 756
	T2	89	41	29	159	7 204	4 731	1 265	13 200	13 359
	T3	46	21	17	84	6 478	3 875	1 116	11 469	11 553
	T4	36	20	8	64	6 796	4 430	1 067	12 293	12 357
	Année	81	37	28	145	6 875	4 374	1 113	12 361	12 506
2014	T1	30	18	7	55	7 677	5 130	1 342	14 149	14 204
<b>Répartition</b>		<b>54,5 %</b>	<b>32,7 %</b>	<b>12,7 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>54,3 %</b>	<b>36,3 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>100 %</b>	

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, seulement 55 primes ont encore été payées.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, 54,3 % des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 36,3 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 9,5 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale. Si on cumule les 2 régimes de primes (prime de crise et allocation de licenciement), on observe une augmentation de 11,4 % (+ 1 448) au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 par rapport au trimestre correspondant de 2013 mais cette hausse est moindre que précédemment.

## 6.2

### Evolution des autres mesures d'activation

#### 6.2.1

#### Evolution des mesures d'activation selon le régime

Tableau 28

Evolution des mesures d'activation principales par régime

	ALE	Progr. de transition profess.	SINE	Activa + Win-win	Plan Activa: peu qualifié < 30 ans	Stage de transition	Compl. de reprise de travail	Total
T1 2007	26 947	5 717	7 974	35 831	-	-	3 603	80 072
T1 2013	14 801	5 131	11 196	32 744	-	-	20 450	84 322
T1 2014	14 963	5 022	11 163	30 620	3 510	375	17 666	83 319
Diff. T1 2007 - T1 2014	- 44,5 %	- 12,2 %	+ 40,0 %	- 14,5 %	-	-	+ 390,3 %	+ 4,1 %
Diff. T1 2013 - T1 2014	+ 1,1 %	- 2,1 %	- 0,3 %	- 6,5 %	-	-	- 13,6 %	- 1,2 %
Part relative des régimes en T1 2007	33,7 %	7,1 %	10,0 %	44,7 %	-	-	4,5 %	100 %
Part relative des régimes en T1 2013	17,6 %	6,1 %	13,3 %	38,8 %	-	-	24,3 %	100 %
Part relative des régimes en T1 2014	18,0 %	6,0 %	13,4 %	36,8 %	4,2 %	0,5 %	21,2 %	100 %

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le nombre de paiements dans le cadre du plan Activa représente 36,8 % du total des paiements relatifs aux mesures d'activation. Cette part a diminué par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (38,8 %). La raison principale de cette baisse est l'arrêt du plan d'embauche Win-win et l'extinction progressive des paiements relatifs à ce plan.

Les paiements relatifs au nouveau plan Activa qui ciblent les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés et qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013 s'élèvent à 3 510 en moyenne par mois au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Il s'agit d'une hausse de 75,8 % par rapport au trimestre précédent. Quant au nombre d'allocations payées dans le cadre des stages de transition, il s'élève à 375 unités. Ces stages s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent comme demandeur d'emploi à la sortie des études. Ils permettent à ces jeunes d'acquérir une première expérience sur le marché du travail.

Par ailleurs, la remise au travail des 50 ans et + via le complément de reprise du travail régresse peu à peu : de 20 450 unités au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 à 17 666 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (- 13,6 %) sous l'effet du relèvement, à partir de septembre 2012, de 50 à 55 ans, de l'âge minimal pour en bénéficier.

La baisse du nombre de travailleurs prestant dans le cadre des Agences locales pour l'emploi s'explique par les modifications réglementaires opérées en 2004. Depuis lors, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus faire appel aux ALE pour une aide à domicile de nature ménagère ; d'autre part, les nouveaux travailleurs-ALE ne peuvent plus exercer un travail de nature ménagère.

## 6.2.2

### Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa peu qualifié de - 30 ans et les stages de transition

Tableau 29

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa peu qualifié de - 30 ans et les stages de transition

	Stages de transition				Activa-plan - 30a.			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013 / 01	0	0	0	0	0	0	0	0
2013 / 02	0	0	0	0	0	0	0	0
2013 / 03	2	0	0	2	0	0	0	0
2013 / 04	25	0	0	25	0	0	0	0
2013 / 05	99	0	2	101	0	0	0	0
2013 / 06	238	0	0	238	0	0	0	0
2013 / 07	237	3	1	241	4	14	3	21
2013 / 08	251	4	18	273	42	149	8	199
2013 / 09	246	7	48	301	164	521	39	724
2013 / 10	179	15	70	264	327	808	67	1 202
2013 / 11	180	20	80	280	687	1 442	170	2 299
2013 / 12	123	39	73	235	717	1 529	243	2 489
<b>2013</b>	<b>132</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>163</b>	<b>162</b>	<b>372</b>	<b>44</b>	<b>578</b>
2014 / 01	124	61	85	270	817	1 834	318	2 969
2014 / 02	93	101	116	310	959	2 110	328	3 397
2014 / 03	132	270	142	544	1197	2 516	450	4 163
<b>2014</b>	<b>116</b>	<b>144</b>	<b>114</b>	<b>375</b>	<b>991</b>	<b>2153</b>	<b>365</b>	<b>3 510</b>
<b>Répartition</b>	<b>31,0%</b>	<b>38,4%</b>	<b>30,5%</b>	<b>100%</b>	<b>28,2%</b>	<b>61,4%</b>	<b>10,4%</b>	<b>100,0%</b>

Le tableau 29 montre l'évolution du nombre des allocations par mois pour les deux nouvelles mesures. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, 38,4 % des bénéficiaires des stages de transition et 61,4% pour le plan Activa pour les - 30 ans sont de la Région wallonne.

Tableau 30

Nombre de contrats dans le cadre du plan Activa pour les jeunes peu qualifiés de - 30 ans et les stages de transition

	Stages de transition				Plan Activa < 30 ans			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
T1 2013	30	0	0	30				
T2 2013	240	2	11	253				
T3 2013	174	9	60	243	431	898	91	1 420
T4 2013	107	50	50	207	627	1 261	245	2 133
Année	551	61	121	733	1 058	2 159	336	3 553
T1 2014	112	241	79	432	822	1 472	239	2 533
<b>Total</b>	<b>663</b>	<b>302</b>	<b>200</b>	<b>1 165</b>	<b>1 880</b>	<b>3 631</b>	<b>575</b>	<b>6 086</b>
<b>Répartition</b>	<b>56,9 %</b>	<b>25,9 %</b>	<b>17,2 %</b>	<b>100 %</b>	<b>30,9 %</b>	<b>59,7 %</b>	<b>9,4 %</b>	<b>100 %</b>

Au total depuis 2013, 1 165 contrats dans le cadre du stage de transition et 6 086 contrats dans le cadre du nouveau plan Activa « renforcé » pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ont été conclus.

## 6.3 Titres-services

Tableau 31

Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, entreprises agréées, titres achetés et titres utilisés

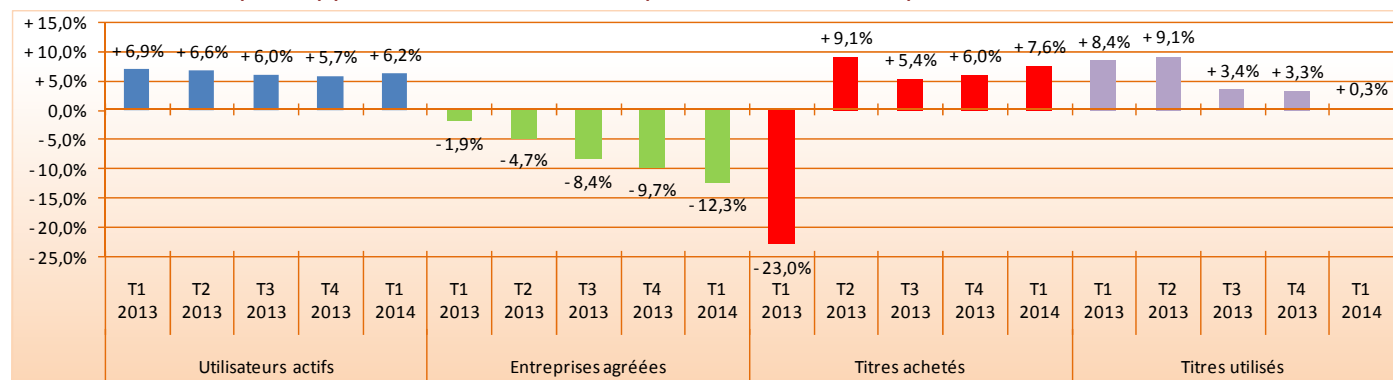
	2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T1 2013	T1 2014	Evol. T1 2013 - T1 2014
Utilisateurs actifs*	449 899	950 918	+ 111,4 %	908 379	964 874	+ 6,2 %
Entreprises agréées*	1 720	2 448	+ 42,3 %	2 693	2 362	- 12,3 %
Titres achetés	53 453 329	122 588 921	+ 129,3 %	22 553 027	24 260 169	+ 7,6 %
Titres utilisés	49 187 499	121 306 927	+ 146,6 %	30 516 244	30 607 293	+ 0,3 %

\* Situation fin du trimestre

Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus : en 6 ans, de 2007 à 2013, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 111,4 % et le nombre de titres utilisés a crû de 146,6 %. Cette croissance se poursuit : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 6,2 % et celle du nombre de titres achetés augmente de 7,6 %. Il est difficile d'interpréter les chiffres d'achats de titres-services au premier trimestre car ils sont influencés par 2 hausses de prix au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et 2014 qui ont modifié les comportements d'achats de titres. Par contre le nombre de titres utilisés progresse moins fortement par rapport aux trimestres précédents : + 0,3 % entre T1 2013 et T1 2014 contre + 3,3 % entre T4 2012 et T4 2013. Quant au nombre d'entreprises agréées, il diminue une nouvelle fois au cours de ce trimestre (- 12,3 %) et ce en raison notamment d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises.

### Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



# 7

## Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

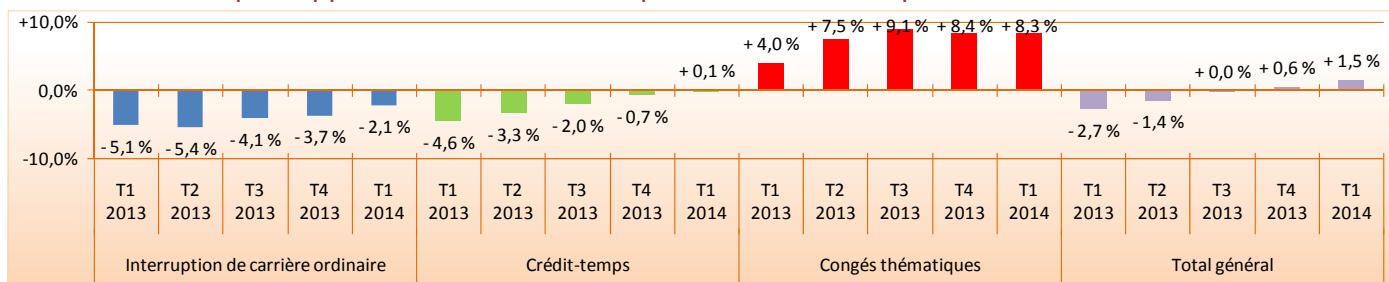
Tableau 32

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps par formule

		2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T1 2013	T1 2014	Evol. T1 2013 - T1 2014
Interruption de carrière ordinaire	complète	8 447	5 177	- 38,7 %	5 352	4 857	- 9,2 %
	mi-temps	36 838	31 962	- 13,2 %	32 302	31 155	- 3,6 %
	réd.1/3 <sup>ème</sup> temps	906	1 030	+ 13,7 %	1 055	1 019	- 3,4 %
	réd.1/4 <sup>ème</sup> temps	2 347	2 271	- 3,2 %	2 318	2 188	- 5,6 %
	réd.1/5 <sup>ème</sup> temps	23 242	29 385	+ 26,4 %	29 426	29 733	+ 1,0 %
	<b>Total</b>	<b>71 781</b>	<b>69 826</b>	<b>- 2,7 %</b>	<b>70 453</b>	<b>68 952</b>	<b>- 2,1 %</b>
Crédit-temps	complète	11 452	6 018	- 47,4 %	6 104	5 832	- 4,5 %
	mi-temps	32 094	35 132	+ 9,5 %	36 033	33 858	- 6,0 %
	réd.1/5 <sup>ème</sup> temps	68 122	91 577	+ 34,4 %	90 844	93 398	+ 2,8 %
	<b>Total</b>	<b>111 668</b>	<b>132 728</b>	<b>+ 18,9 %</b>	<b>132 981</b>	<b>133 088</b>	<b>+ 0,1 %</b>
Congés thématiques	congé parental	34 111	53 235	+ 56,1 %	52 824	56 103	+ 6,2 %
	assistance médicale	5 554	13 470	+ 142,5 %	12 875	15 039	+ 16,8 %
	soins palliatifs	205	269	+ 31,6 %	282	300	+ 6,5 %
	<b>Total</b>	<b>39 870</b>	<b>66 974</b>	<b>+ 68,0 %</b>	<b>65 980</b>	<b>71 442</b>	<b>+ 8,3 %</b>
<b>Total général</b>		<b>223 319</b>	<b>269 527</b>	<b>+ 20,7 %</b>	<b>269 414</b>	<b>273 482</b>	<b>+ 1,5 %</b>

Graphique 21

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2013, le nombre de paiements relatifs à l'interruption de carrière et au crédit-temps a augmenté de 20,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation (+ 68 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5<sup>ème</sup> temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 26,4 %) et dans celui du crédit-temps (+ 34,4 %). Par contre, sur cette période, l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet diminuent respectivement de 38,7 % et 47,4 %.

Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, on enregistre une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique (+ 1,5 %). Cette augmentation est due exclusivement à la hausse des travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre des congés thématique (+ 8,3 %), à savoir le congé parental, l'assistance médicale ou les soins palliatifs. On observe une légère tendance à la baisse en ce qui concerne l'interruption de carrière (- 2,1 %) et un quasi statu quo pour le crédit-temps (+ 0,1 %).

Durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, les interruptions complètes et à mi-temps diminuent toujours, tant pour l'interruption de carrière que pour le crédit-temps. Les réductions d'1/5 temps suivent la tendance inverse : + 1 % pour l'interruption de carrière et + 2,8 % pour les bénéficiaires du crédit-temps.

## 8

### Evolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 33

Evolution globale des 3 groupes d'allocataires

	T1 2007	T1 2013	T1 2014	Evol. T1 2007 - T1 2014	Evol. T1 2013 - T1 2014
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	710 133	662 658	665 794	- 6,2 %	+ 0,5 %
Demandeurs d'emploi	466 138	461 061	483 208	+ 3,7 %	+ 4,8 %
Non-demandeurs d'emploi	243 995	201 598	182 586	- 25,2 %	- 9,4 %
<b>Travailleurs soutenus par l'ONEM</b>	<b>304 893</b>	<b>418 598</b>	<b>358 918</b>	<b>+ 17,7 %</b>	<b>- 14,3 %</b>
Chômage temporaire & allocations assimilées	153 753	242 541	180 085	+ 17,1 %	- 25,8 %
Travailleurs à temps partiel	7 668	7 214	6 295	- 17,9 %	- 12,7 %
Mesures d'activation et de formation	47 370	52 619	54 332	+ 14,7 %	+ 3,3 %
	96 101	116 223	118 206	+ 23,0 %	+ 1,7 %
<b>Travailleurs aménageant leur temps de travail</b>	<b>220 439</b>	<b>269 987</b>	<b>273 875</b>	<b>+ 24,2 %</b>	<b>+ 1,4 %</b>
Crédit-temps	108 930	132 981	133 088	+ 22,2 %	+ 0,1 %
Interruption de carrière ordinaire	71 457	70 453	68 952	- 3,5 %	- 2,1 %
Formes spécifiques	39 312	65 980	71 442	+ 81,7 %	+ 8,3 %
Prépension à mi-temps	740	573	393	- 46,9 %	- 31,5 %
<b>Total des 3 groupes</b>	<b>1 235 464</b>	<b>1 351 244</b>	<b>1 298 587</b>	<b>+ 5,1 %</b>	<b>- 3,9 %</b>

La comparaison entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2007 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014 indique une hausse de 5,1 % du nombre d'allocataires de l'ONEM. Cette hausse concerne surtout les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+ 17,1 %) ou des mesures d'activation et de formation (+ 23,0 %) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+ 24,2 %). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise diminue quant à elle de 6,2 %.

Sur base annuelle, on constate plutôt une légère diminution du nombre total d'allocataires : moins 3,9 %. Cette baisse est due, pour une bonne part, à la baisse de 25,8 % du nombre de chômeurs temporaires.

Quant au nombre de chômeurs indemnisés (demandeurs d'emploi et non-demandeurs d'emploi avec ou sans complément d'entreprise), il augmente très légèrement (+ 0,5 %).

# 9

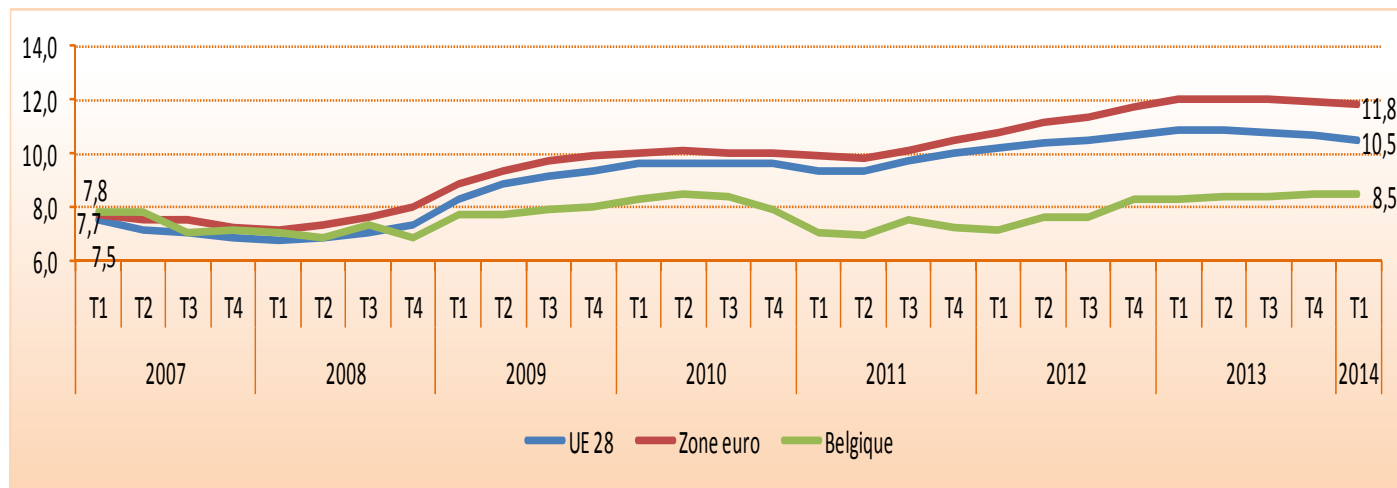
## Comparaison internationale

### 9.1

#### Taux de chômage

Graphique 22

Evolution des taux de chômage harmonisés en Belgique et en Europe



Source: Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une\_rt\_q)

La situation du chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti que plus tard à la hausse en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,5 % en T1 2014) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 0,7 point pourcent. L'augmentation est beaucoup plus importante dans l'Union européenne et dans la Zone euro. Dans cette dernière, on est passé de 7,7 % à 11,8 % (+ 4,1 points pourcent).



## 9.2

### Evolution de l'emploi

Tableau 34

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 812	141 873	4 348	2007	T1	100	100	100
	T2	220 127	144 014	4 345		T2	100	100	100
	T3	222 597	145 438	4 385		T3	100	100	100
	T4	221 875	145 194	4 443		T4	100	100	100
	Année	220 353	144 130	4 380		Année	100	100	100
2008	T1	220 850	144 458	4 450	2008	T1	102	102	102
	T2	222 979	145 621	4 414		T2	101	101	102
	T3	224 710	146 651	4 465		T3	101	101	102
	T4	222 848	145 521	4 455		T4	100	100	100
	Année	222 847	145 563	4 446		Année	101	101	101
2009	T1	218 663	142 697	4 418	2009	T1	101	101	102
	T2	219 365	143 065	4 396		T2	100	99	101
	T3	219 511	142 768	4 415		T3	99	98	101
	T4	218 369	142 591	4 454		T4	98	98	100
	Année	218 977	142 780	4 421		Année	99	99	101
2010	T1	215 215	140 998	4 470	2010	T1	99	99	103
	T2	217 613	142 070	4 443		T2	99	99	102
	T3	218 823	142 512	4 488		T3	98	98	102
	T4	217 788	142 290	4 554		T4	98	98	102
	Année	217 360	141 968	4 489		Année	99	98	102
2011	T1	216 121	141 244	4 454	2011	T1	100	100	102
	T2	218 433	142 849	4 544		T2	99	99	105
	T3	218 970	142 947	4 489		T3	98	98	102
	T4	217 825	142 300	4 551		T4	98	98	102
	Année	217 837	142 335	4 509		Année	99	99	103
2012	T1	215 465	140 600	4 502	2012	T1	99	99	104
	T2	217 840	141 752	4 525		T2	99	98	104
	T3	219 092	142 201	4 536		T3	98	98	103
	T4	217 435	141 074	4 533		T4	98	97	102
	Année	217 458	141 407	4 524		Année	99	98	103
2013	T1	214 421	139 162	4 487	2013	T1	99	98	103
	T2	217 135	140 682	4 549		T2	99	98	105
	T3	218 540	141 213	4 559		T3	98	97	104
	T4	217 758	140 711	4 526		T4	98	97	102
	Année	216 964	140 442	4 530		Année	98	97	103

Source: Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq\_egaps)

L'emploi s'est apprécié de 2 % en Belgique au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au dessus du niveau de 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en dessous du niveau de 2007. En 6 ans, l'emploi a reculé de respectivement 2 % et 3 % dans l'Union européenne et la Zone euro (T4 2013 par rapport à T4 2007).

# 10

## Evolution sur 10 ans

### 10.1

#### Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 35

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge

T1	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)							Total (A)	Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		y compris 50-59 <sup>1</sup>		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et + <sup>1</sup>	< 50 a.	50 +			
2005	74 226	334 269	67 651	158 982	198 378	43 391	476 147	567 477	9,7 %
2006	71 974	319 998	82 641	160 034	188 155	57 600	474 613	552 006	9,5 %
2007	64 756	289 144	91 613	154 284	164 261	68 531	445 513	508 185	8,9 %
2008	59 537	262 957	95 481	147 385	139 193	74 334	417 975	469 879	8,3 %
2009	63 270	265 970	98 973	140 502	123 226	75 625	428 214	469 743	8,4 %
2010	66 695	279 668	107 277	138 598	120 694	79 361	453 640	484 961	8,8 %
2011	60 162	267 389	108 027	132 888	121 907	80 603	435 578	460 439	8,4 %
2012	57 966	261 817	107 932	129 001	116 144	80 516	427 715	448 784	8,2 %
2013	61 077	269 322	105 895	128 159	112 945	75 953	436 293	458 557	8,4 %
2014	60 463	277 695	117 596	128 094	111 333	82 514	455 754	466 253	8,7 %

<sup>1</sup>. A réglementation constante c-à-d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Tableau 36

Classement des 10 années des CCI-DE par classe d'âge

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)							Total (A)	Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		y compris 50-59 <sup>1</sup>		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et + <sup>1</sup>	< 50 a.	50 +			
1	2012	2012	2005	2014	2014	2005	2008	2012	2012
2	2008	2008	2006	2013	2013	2006	2012	2013	2008
3	2011	2009	2007	2012	2012	2007	2009	2011	2013
4	2014	2011	2008	2011	2010	2008	2011	2014	2009
5	2013	2013	2009	2010	2011	2009	2013	2009	2011
6	2009	2014	2013	2009	2009	2013	2007	2008	2014
7	2007	2010	2010	2008	2008	2010	2010	2010	2010
8	2010	2007	2012	2007	2007	2012	2014	2007	2007
9	2006	2006	2011	2005	2006	2011	2006	2006	2006
10	2005	2005	2014	2006	2005	2014	2005	2005	2005

Les tableaux précédents comparent les chiffres du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année depuis 10 ans.

Le premier tableau donne les chiffres absolus du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2014 se classe en 4<sup>ème</sup> position chez les moins de 25 ans et en 6<sup>ème</sup> position au sein de la classe des 25 à moins de 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise par une hausse continue jusqu'en fin 2011 suivie par une baisse, sur une base annuelle, durant cinq trimestres d'affilée (jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2013). Depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on relève de nouveau une hausse sur une base annuelle qui s'accroît de trimestre en trimestre : + 3,9 % entre T3 2012 et T3 2013, + 8,3 % entre T4 2012 et T4 2013, + 11 % entre T1 2013 et T1 2014. Rappelons toutefois que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et a été porté à 60 ans en début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée. Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2014 arrive en première position dans le classement des 10 dernières années.

## 10.2

### Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise<sup>9</sup>

Tableau 37

Evolution sur 10 ans des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T1	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + <sup>1</sup>	Total	
2005	130 308	6 669	43 529	59 539	109 736	240 044
2006	118 940	5 259	43 569	61 277	110 104	229 044
2007	110 997	4 123	41 378	68 145	113 646	224 643
2008	103 241	3 325	39 776	72 264	115 365	218 606
2009	96 410	2 857	38 369	75 616	116 842	213 252
2010	91 491	2 727	37 429	80 302	120 458	211 948
2011	85 400	2 263	36 442	82 632	121 337	206 737
2012	78 906	1 494	33 556	81 899	116 949	195 855
2013	76 180	883	31 409	81 271	113 563	189 743
2014	62 760	551	29 140	80 295	109 985	172 746

<sup>1</sup>. L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation: 23 863 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T1 2014 (+ 25 941 chômeuses âgées dispensées, soit 49 804 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Tableau 38

Classement des 10 années des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T1	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + <sup>1</sup>	Total	
1	2014	2014	2014	2005	2005	2014
2	2013	2013	2013	2006	2014	2013
3	2012	2012	2012	2007	2006	2012
4	2011	2011	2011	2008	2013	2011
5	2010	2010	2010	2009	2007	2010
6	2009	2009	2009	2014	2008	2009
7	2008	2008	2008	2010	2009	2008
8	2007	2007	2007	2013	2012	2007
9	2006	2006	2005	2012	2010	2006
10	2005	2005	2006	2011	2011	2005

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2014 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (80.295 unités). Notons cependant que ce nombre décroît sur une base annuelle pour le dixième trimestre d'affilée. La forte hausse dans ce sous-groupe sur l'ensemble de la période (+ 20.756 unités) s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 51,6 % entre T4 2004 et T4 2013<sup>10</sup> - voir point 6.1).

<sup>9</sup> Hors travailleurs en prépension à mi-temps (chiffres très réduits)

<sup>10</sup> Derniers chiffres disponibles de l'enquête sur les forces de travail – Eurostat

## 10.3

### Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 39

Evolution globale sur 10 ans des CCI-DE et des chômeurs avec complément d'entreprise et classement par année

T1		Tot. Général (A+ B)		Ratio (pop. âge trav.)
1	2012	623 570	2012	8,6 %
2	2013	626 036	2013	8,6 %
3	2014	628 500	2014	8,6 %
4	2008	636 581	2011	8,9 %
5	2009	641 466	2008	9,0 %
6	2011	642 315	2009	9,0 %
7	2010	665 588	2010	9,3 %
8	2007	670 156	2007	9,6 %
9	2006	703 657	2006	10,1 %
10	2005	716 191	2005	10,4 %

L'année 2014 arrive en 3<sup>ème</sup> position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et chômeurs âgés dispensés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler est de 8,6 %.

## 10.4

### Les chômeurs temporaires

Tableau 40

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T1	Chômeurs temporaires			
	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2007	153 753	2008	40 691
2	2008	160 021	2007	42 089
3	2006	170 912	2014	45 610
4	2005	174 754	2006	51 559
5	2014	180 085	2005	51 647
6	2011	191 023	2011	55 717
7	2012	207 555	2012	61 378
8	2013	242 541	2013	74 879
9	2010	256 113	2010	87 577
10	2009	279 643	2009	89 315

Lorsqu'on retrace l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2004, on constate que le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2014 occupe la 5<sup>ème</sup> place, soit une position proche de celle des années 2005 et 2006. L'embellie sur le front du chômage temporaire se confirme lorsqu'on relate l'évolution du chômage temporaire en unités budgétaires : l'année 2014 se situe en effet en 3<sup>ème</sup> position, devant ces 2 années, ce qui signifie que le nombre de jours chômés en moyenne par mois y est moins élevé.

## 10.5

### Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 41

Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
2005	48 447	29 337	47 495	125 279	2,5 %
2006	41 586	32 792	43 418	117 796	2,4 %
2007	38 729	32 318	35 503	106 550	2,1 %
2008	35 572	32 022	35 498	103 092	2,0 %
2009	37 773	32 754	39 895	110 423	2,2 %
2010	41 156	33 441	46 346	120 943	2,4 %
2011	38 260	37 014	49 610	124 884	2,4 %
2012	40 624	37 966	52 793	131 383	2,5 %
2013	42 238	38 721	56 979	137 938	2,6 %
2014	43 519	40 467	62 839	146 825	2,8 %

Tableau 42

Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
1	2008	2005	2008	2008	2008
2	2009	2008	2007	2007	2007
3	2011	2007	2009	2009	2009
4	2007	2009	2006	2006	2010
5	2012	2006	2010	2010	2006
6	2010	2010	2005	2011	2011
7	2006	2011	2011	2005	2012
8	2013	2012	2012	2012	2005
9	2014	2013	2013	2013	2013
10	2005	2014	2014	2014	2014

Source : service régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2013 et 2014, on constate une augmentation de 6,4 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés imputable surtout aux demandeurs d'emploi librement inscrits (+ 10,3 %).

